
	VILLE D'AMBERIEU EN BUGEY	Version : 02
	Audit financier budgétaire et fiscal	
 ORFIS	Rapport (V2)	Version mise à jour 27/08/08

Ville d'Ambérieu en Bugey
Audit financier budgétaire et fiscal

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	3
I.1. Contexte de la mission.....	3
I.1.1. Le contexte institutionnel	3
I.1.2. Rappels : contexte et synthèse de la situation financière.....	4
I.1.3. Objectifs de la mission :	4
II. L'EXAMEN DE L'ANNEE EN COURS.....	5
II.1.1. L'équilibre budgétaire section par section et budget par budget.....	5
II.1.2. L'évaluation de la sincérité des prévisions budgétaires	7
II.1.3. Le remboursement des amortissements de la dette par les ressources propres	11
II.1.4. Clôture de l'exercice et arrêté des comptes	12
III. L'ANALYSE RETROSPECTIVE	14
III.1.1. Les recettes réelles de fonctionnement.....	14
III.1.2. Les dépenses de fonctionnement	28
III.1.3. Les niveaux d'Epargne et Endettement.....	37
III.1.4. Les budgets annexes	45
IV. L'ANALYSE PROSPECTIVE	52
IV.1.1. Les hypothèses retenues	52
IV.1.2. Les recettes de fonctionnement du budget principal	52
IV.1.3. Les dépenses de fonctionnement	56
IV.1.4. Les budgets annexes	59
V. ANNEXES : ANALYSES RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE SOURCES	77
V.1. Sources :	78
V.1.1. Documents collectés.....	78
V.1.2. Source des données de comparaison	79
V.2. Analyse Rétrospective :.....	80
V.3. Analyses Prospectives :	81
V.4. Documents complémentaires :	82

I. INTRODUCTION

I.1. Contexte de la mission

I.1.1. Le contexte institutionnel¹

« La Commune d'Ambérieu-en-Bugey compte 11 927 habitants selon le recensement de 1999. Cependant, il ressort des prévisionnels établis par l'INSEE à l'issue des recensements partiels effectués depuis 2004 que la population d'Ambérieu s'élève en 2005 à 12 600 habitants au moins [...].

La Commune d'Ambérieu-en-Bugey, ville centre d'un bassin de vie de plus de 20 000 habitants est intégrée dans différents Etablissements Publics de Coopération Intercommunale :

1. La Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain (fonctionne en TPU)
2. Divers syndicats de Communes ou mixtes parmi lesquels :
 - Le SIERA
 - Le STEASA
 - Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du bassin versant de l'Albarine
 - Le SIVU de la Basse Vallée de l'Ain
 - Le Syndicat mixte du centre nautique Bugey Côtière

La position de « ville centre » de la Commune d'Ambérieu-en-Bugey la conduit à participer largement au financement de ces structures.

Par ailleurs, l'accueil de 6 500 scolaires, de 160 associations (sportives, culturelles ou sociales), a favorisé le développement d'équipements publics importants :

- 5 gymnases – salles de sport et de nombreuses implantations extérieures
- 1 Maison de la Petite Enfance
- 1 restaurant scolaire
- 1 salle polyvalente
- etc...

Enfin, il est précisé que le personnel communal compte au 1^{er} mai 169 agents en poste, représentant 160 ETP² environ ».

¹ Contexte rédigé par la ville et précisé dans le cahier des charges du présent audit.

² ETP : Equivalent Temps Plein

1.1.2. Rappels : contexte et synthèse de la situation financière

Le présent rapport présente la situation financière de la collectivité pour la période 2003 à 2007. L'analyse a été conduite à partir de documents présentant des garanties de fiabilité, d'exhaustivité de par leur contenu et leur source. De manière complémentaire certaines données relatives à l'exercice 2008 ont été incorporées de façon à optimiser certains constats ainsi que les tendances rétrospectives observées.

Il en est ainsi pour les documents fournis pour la ville où l'analyse présentée ici porte sur des comptes administratifs qui retracent les dépenses et les recettes réellement effectués par la ville. En termes de fiabilité, il est important de souligner que les écritures de la ville concordent avec celles passées par le comptable public.

Les données de comparaison sont issues des dernières études réalisées par le Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales. L'analyse rétrospective situe également la ville par rapport aux autres communes comparables. Ambérieu en Bugey est ainsi comparée aux villes de 10 000 à 20 000 habitants et plus spécifiquement :

- aux villes de Belley³ et Bellegarde sur Valserine⁴ pour leur « proximité » géographique
- aux villes de Ramonville Saint-Agne, Gaillac et Castanet Tolosan du fait de leurs similitudes.⁵

1.1.3. Objectifs de la mission :

Ils sont triples et concernent

- le budget principal de la ville,
- les budgets annexes⁶.

Résultats attendus :

- Un diagnostic consolidé de la situation financière de la collectivité sur la période 2003-2007,
- Un examen de l'année en cours,
- Elaboration de scénarios prospectifs sur la période 2008-2014 en intégrant le plan d'investissement.

³ 8 473 habitants, appartient à un groupement fiscalisé 4 taxes.

⁴ 11 329 habitants, appartient à un groupement fiscalisé 4 taxes.

⁵ Ces villes ont une population voisine, et appartiennent à des groupements intercommunaux fiscalisés à taxe professionnelle unique qui comportent chacun un nombre de communes et une population cumulée similaires. Cf. Annexes.

⁶ Il s'agit des budgets annexes de la Maison Petite Enfance, des locations de salles et de bâtiments industriels, du Triangle d'Activités, de Pragnat 2 et des autres zones d'activités, de transport de personnes et de l'assainissement.

II. L'EXAMEN DE L'ANNEE EN COURS

Le cahier des charges précise que « Le budget 2008 sera analysé quant à son équilibre budgétaire réel et à la sincérité des dépenses et recettes »⁷. Pour réaliser cet aspect de la mission nous nous sommes de façon principale⁸ fondés sur le code général des collectivités territoriales (L1612-4 du CGCT), la jurisprudence administrative⁹ et financière récente des Chambres Régionales des Comptes ainsi que sur la circulaire de référence du Ministre délégué aux libertés locales¹⁰.

Le budget doit présenter une évaluation sincère des dépenses et des recettes, et inscrire les dépenses obligatoires. L'équilibre du budget au regard de l'article précité s'apprécie « *section par section [...] mais aussi budget par budget* »¹¹.

En termes de délais, les budgets prévisionnels 2008 ont été votés dans le respect des délais des puisqu'ils ont été votés avant le 31/12/2007. Les résultats ont également été repris de façon anticipée¹². Comme le prévoit l'instruction M14,¹³ la ville a procédé « à la régularisation dans la plus proche décision budgétaire » dans sa séance du 25/02/2008 dans une décision modificative n°1.

L'article L1612-4 du CGCT repris par l'instruction M14 précitée précise que l'équilibre est réel si trois séries de conditions sont remplies.

II.1.1. L'équilibre budgétaire section par section et budget par budget

Tout d'abord la section de fonctionnement et la section d'investissement (doivent être) respectivement votées en équilibre. Les sections de fonctionnement du budget principal et les huit budgets annexes faisant l'objet de la mission valident cette exigence.

⁷ Comme il en a été convenu lors de la réunion de lancement, il sera tenu compte de deux décisions modificatives apportées à ce jour à l'exercice 2007.

⁸ Les documents principaux figurent en annexe du présent rapport.

⁹ Conseil d'Etat 23/12/1988 C.G. du Tarn c/ Barbut.

¹⁰ Circulaire du 03/01/2003 relative à l'appréciation du déficit du compte administratif et de l'équilibre du Budget, NOR/LBL/B/03/10001/C.

¹¹ Circulaire NOR/LBL/B/03/10001/C précitée.

¹² Nous avons eu copie du document en date du 03/12/2007 établi par l'ordonnateur et attesté par le comptable.

¹³ Cf. Instruction Budgétaire et comptable applicable aux communes et aux EPA, N°07-009-M14 du 23/01/2007, Tome II le cadre budgétaire, la reprise anticipée des résultats.

Les budgets sont soit équilibrés au sens strict (c'est à dire que les dépenses correspondent strictement et les recettes prévues et ce par section¹⁴. Les autres budgets annexes¹⁵ respectent également cette règle et sont votés en « suréquilibre ». Ils comportent à l'intérieur d'une même section plus de recettes que de dépenses après l'affectation des résultats des exercices précédents et antérieurs.

Nature du Budget	Equilibre Budgétaire		2 008		remarques
	Section de fonctionnement		Section d'investissement		
	DF	RF	DI	RI	
PPAL Budget Principal	12 138 926,00	11 219 253,00 919 673,00	6 845 117,50	6 845 117,50	Equilibré en tenant compte du 002 en recettes RF: 919 673,00 € Budget équilibré
PPAL Budgets Annexes					
ANN Assainissement	1 096 126,00	809 126,00 287 000,00	560 325,69 295 130,11	845 667,00 9 788,80	A l'équilibre en incluant les RAR côté SI et 002 côté RF.
ANN Location de salles	377 605,00	377 605,00	26 000,00	113 625,00 180 000,00	N'est pas en déséquilibre art L 1612-7 du CGCT. RI 001 Solde Exécution SI.
ANN Triangle d'activités	1 135 400,00	955 735,00 240 000,00	9 000,00	461 000,00	N'est pas en déséquilibre art L 1612-7 du CGCT. 002 RF (résultat reporté)
ANN Autres Zones	1 303 760,00	1 458 145,00 1 761 000,00	1 130 500,00	1 299 761,00	N'est pas en déséquilibre art L 1612-7 du CGCT. 002 RF (résultat reporté)
ANN Location de Bâtiments industriels	158 500,00	113 163,00 60 000,00		39 400,00 50 000,00	N'est pas en déséquilibre art L 1612-7 du CGCT. 002 RF (résultat reporté)
ANN Transport de personne	278 725,00	278 725,00			Budget équilibré
ANN Maison de la petite enfance	783 322,00	783 322,00	91 083,00	50 640,00 250 000,00	N'est pas en déséquilibre art L 1612-7 du CGCT. RI 001 Solde Exécution SI.
ANN PRAGNAT 2	205 000,00	194 310,00 35 000,00		155 000,00 130 000,00	002 RF (résultat reporté) et RI 001 Solde Exécution SI.
TOTAL	17 477 364,00	19 492 057,00	8 957 156,30	10 429 999,30	
	dont résultat	3 302 673,00		610 000,00	

De façon générale, nous n'émettons aucune remarque ni réserve particulière concernant le respect de cette règle pour les différentes dépenses et les recettes des sections de fonctionnement et d'investissement du budget principal et des budgets annexes d'Ambérieu en Bugey.

¹⁴ Il s'agit des Budget principal et des budgets annexes (ANN) assainissement et transport de personnes.

¹⁵ Il s'agit des budgets annexes (ANN*) des locations de salles et de bâtiments industriels, de la Maison Petite Enfance, des zones Triangle d'activités et Pragnat 2, et autres zones.

Décisions Modificatives:

Les décisions modificatives n°1 et n°2 respectent également cette règle de l'équilibre. Nous n'émettons aucune remarque au titre de l'équilibre budgétaire. Néanmoins la présentation des écritures pourrait être d'avantage sécurisée au regard des exigences réglementaires. En effet L'instruction M 14 précise de façon un peu laconique que les décisions modificatives font « partie intégrante du budget » et doivent « être présentées en respectant la maquette réglementaire » et « reproduire [...] les pages impactées par les nouvelles autorisations y compris les annexes ». la pratique des collectivités est assez hétérogène et la jurisprudence administrative ne s'est pas prononcée sur ces aspects.

II.1.2. L'évaluation de la sincérité des prévisions budgétaires

Globalement nous remarquerons toutefois, côté dépenses, que les prévisions budgétaires 2008 sont formulées à des niveaux inférieurs aux prévisions initiales des BP 2007 mais supérieures aux réalisations du CA 2007. Nous procéderons à un examen par budget en mettant exergue les postes qui appellent à ce titre des commentaires particuliers.

✓ Budget Principal :

a) Section de fonctionnement

Dépenses

Le total des prévisions de la section de fonctionnement est supérieur aux réalisations du CA 2007 et budget précédent. Nous noterons en matière de dépenses des prévisions en hausse pour les chapitres 012, 65, 66, 67 et 042. **Le chapitre 011** présente par contre une prévision en baisse par rapport au budget précédent (2 541,6k€ au BP 2008 contre 2 845 k€) mais **en hausse par rapport aux réalisations du CA 2007**. Cette diminution s'explique principalement par des prévisions inférieures sur les comptes :

- 60612 Fournitures Non stockable Energie et électricité – 123 030 €,
- 61522 Entretien des bâtiments,
- 6257 Réceptions -11k€,
- 6238 Divers publicité, publications - 46.37 k€,

Au vu du caractère prévisionnel du budget ainsi que de la libre administration des collectivités locales nous n'émettons donc aucun commentaire sur les prévisions des postes au vu des éléments fournis et des comptes des exercices antérieurs de la collectivité. Les dépenses sont par ailleurs en augmentation et ce de façon structurelle. Néanmoins le poste 60612 nous semble a priori un peu sous estimé au regard des réalisations des exercices précédents¹⁶.

¹⁶ 421 k€ en 2007 en incluant les charges rattachées.

Recettes

Les prévisions du BP 2008 sont globalement inférieures à celles du BP 2007 et celles du CA 2007 en excluant les écritures relatives à l'affectation du résultat (anticipé ou non). Les chapitres 013, 70, 75 et 77 correspondent aux prévisions 2007 et aux réalisations 2007 en intégrant une approche prudentielle et en retraitant certaines recettes comme les cessions. Le chapitre 74 a été évalué en légère baisse (2612 k€) par rapport à 2007 (réalisation¹⁷ et prévision). Compte tenu de l'absence de maîtrise par la ville de ces recettes et de la difficulté caractéristique de les prévoir, nous ne concluons pas à une évaluation insincère. En ce sens la jurisprudence a considéré « qu'il n'y a pas insincérité pour une sous évaluation de 3%¹⁸.

Au final nous concluons à une évaluation sincère des dépenses et des recettes de la section de fonctionnement.

b) Section d'investissement

Recettes

Les prévisions en matière de FTVA et de TLE sont sincères au regard des investissements réalisés en 2006 et des réalisations sur le compte 10223 lors des exercices 2006 et 2007. Nous soulignerons seulement les montants « élevés » concernant:

- les nouveaux emprunts contractés pour l'année 2008 (5,5 millions d'euros en prenant en compte le budget primitif ainsi que les décisions modificatives n°1 et n°2)¹⁹,
- les cessions prévues en 024.

Le produits de 865 100€ en 024 sont prévus en application de délibérations prises entre 2004 et 2006. Même si les choses ne sont pas « entièrement liées » les titres émis²⁰ par la ville à ce jour de 766 141 € permettent de façon factuelle de justifier une réalisation des prévisions initiales à hauteur de 88%.

Au vu de ces éléments nous concluons à une évaluation sincère des recettes de la section d'investissement.

¹⁷ Les réalisations du CA 2007 sont de 2 711 k€ (avec certaines recettes plus élevées comme par exemple la DSU au compte 74123 : 237 k€ au CA 2007 contre 200 k€ au BP 2008).

¹⁸ CAA de Douai, 22 juin 2000. En ce sens la jurisprudence également du conseil constitutionnel qui refuse de se prononcer sur les hypothèses de l'exécutif dès lors qu'elles sont raisonnables et non irréalistes. La sincérité est acquise dès l'absence d'intention de fausser les grandes lignes de l'équilibre budgétaire » (décision du 25/07/2001, 2001-508) ou d'erreur manifeste d'appréciation.

¹⁹ 3 500 000€ dans le BP 2008, 1 000 000€ au titre des reports et 1 000 000 € au titre de la DM n°1.

²⁰ Titres n°51 et 70 en date des 26/06 et 22/07/2008.

Dépenses

Pour la section d'investissement nous attirons l'attention de la ville sur le fait qu'elle prévoit une somme de 1 100 000 € au titre du chapitre 16 (BP 2008, II A3) alors qu'un état de dette annexé en page 116 précise que l'amortissement du capital serait d'un montant de 1 108 530,64 €. Néanmoins le caractère ajustable de certains prêts peut parfois venir nuancer cette remarque. Nous concluons néanmoins sur l'aspect peu prudent de cette prévision et sur l'opportunité de rajouter des crédits au vu des mandatements réalisés.

Reports - Reste à réaliser

Il s'agit de dépenses ou de recettes qui relèveront de la section d'investissement et sont engagés mais non mandatés à la date du 31/12. Les reports font l'objet d'un état qui est visé par le Trésor public puis repris et transmis à la préfecture à l'appui du compte administratif.

En application de la M14 la ville a des engagements reportés de dépenses et de recettes dans différents budgets qui ont par ailleurs été repris dans la décision modificative n°2. Au vu des informations délivrées par les services, nous pouvons préciser que les conditions relatives à la réglementation ont été respectées concernant les recettes. Nous avons par exemple apporté un soin tout particulier à vérifier la validité du report d'emprunt de 1 000 000€ en 1641. Ce report d'emprunt résulte d'un contrat signé des deux parties²¹, ce dernier est exécutoire et a été transmis à la préfecture à l'appui d'une délibération. Par ailleurs l'engagement conclu avec la banque était valide et « réel » à la date du 31/12/2007 ainsi que ferme et définitif. Les reports de recettes s'élèvent pour le budget principal à 1 071 920, 50 €²².

En matière de dépenses les reports s'élèvent à 1 448 478,15€. La diversité des imputations, des fonctions et des montants concernés traduit de façon globale une application correcte de la réglementation pour l'ensemble du budget principal. Il semblerait toutefois que certaines dépenses aient été mandatées à la fois dans les derniers bordereaux de 2007 et engagés au titre des reports. Il conviendra pour la ville donc de solder l'engagement mandaté et d'ajuster les comptes par décision modificative. Cela permettra à la ville de ne pas mobiliser à la ville de « récupérer des crédits « en investissement ».

²¹ En l'espèce de la ville d'Ambérieu en Bugey et de la banque.

²² Ils sont moins significatifs pour les budgets annexes Assainissement (9 788,8 €) et Maison Petite enfance (570€) et sont mentionnées ici pour mémoire.

✓ Budgets Annexes

c) Assainissement

Les précisions du budget n'appellent pas de remarques particulières en matière de sincérité. Il convient néanmoins de constater une prévision de dépenses de fonctionnement supérieures aux réalisations et aux prévisions 2007. Côté recettes la prévision du chapitre 70 est en légère diminution. Elle se situe largement au dessus du CA 2007 et semble cohérente au regard des exercices 2003 à 2006.

d) Location de salles et de bâtiments industriels, Transports de personnes

Les budgets annexes 2008 de location de salles et de bâtiments industriels établissent des prévisions semblables aux prévisions et aux réalisations 2007. Nous attirons l'attention de la ville d'Ambérieu en Bugey sur la nécessité de s'assurer que le reversement (en 6522 pour 100 000€) de l'excédent du budget annexe de location de bâtiments industriels au budget principal respecte bien la réglementation²³.

e) Triangle d'activités et Pragnat 2

Les prévisions élevées des chapitres 011 et 70 s'expliquent pour les ventes par des contacts établis avec les acquéreurs et résultent de dépenses nécessaires pour ce faire. Le caractère sincère de ces évaluations résulte des délibérations qui fondent ces inscriptions ainsi que des titres déjà émis à ce jour (868 438 € en date du 26/06/08 pour Triangle d'activités).

f) Autres Zones

Les écritures de ce budget sont évaluées avec sincérité compte tenu de l'avancée de cette zone. Néanmoins nous attirons l'attention de la ville sur le fait que les mouvements d'ordre ne sont pas équilibrés de section à section. En effet il y a un écart de 1,00€ entre les chapitres 042 (DF) et 042 (RI). Une correction pourra être facilement apportée par décision modificative avant la clôture de l'exercice.

g) Maison Petite Enfance

Les précisions du budget n'appellent pas de remarques particulières en matière de sincérité.

²³ Cf. circulaire du 03/01/2003 relative à l'appréciation du déficit du compte administratif et de l'équilibre du Budget, NOR/LBL/B/03/10001/C.

II.1.3. Le remboursement des amortissements de la dette par les ressources propres

La ville n'emprunte pas de l'emprunt pour rembourser son emprunt car le total des ressources propres est supérieur à l'amortissement 2008 (1 110 000€).

En effet le remboursement en capital des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice doit être exclusivement couvert par des ressources propres.

Les ressources propres sont composées des ressources propres d'origine interne et des ressources propres d'origine externe.

- Les **ressources propres d'origine interne** comprennent: les amortissements et provisions, déduction faite des reprises sur les amortissements et les provisions (449 197 €); les recettes correspondant à l'amortissement des charges à répartir sur plusieurs exercices ; le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement; le produit des cessions d'immobilisations (865 000€).

- Les **ressources propres d'origine externe** comprennent: les dotations ou compléments de dotation ; les fonds globalisés d'investissement tels que le FCTVA (478 498€), la TLE (169 000€) ou les taxes d'urbanisme non affectées; les subventions d'investissement **affectées globalement** au financement de la section d'investissement ou versées pour atténuer la charge de la dette; les dons et legs non grevés de charges.

Les recettes affectées au financement d'opérations déterminées ne font pas partie des ressources propres.

Cette règle est respectée par tous les budgets de la ville. Néanmoins il conviendra d'apporter par la suite une importance particulière à la surveillance de ce critère car l'augmentation des charges financières et du « stock » de dette entraînent d'une part une diminution de l'épargne et d'autre part des besoins de financement des amortissements de la dette (et donc de ressources propres) plus importants.

		2 008			
Nature du Budget		Crédits prévus pour le remboursement du capital des emprunts DI	Ressources Propres		résultat Remarques et conclusions (Etat A6.2)
				RI	
PPAL	Budget Principal	1 100 000,00		2 098 197,00	BP 2008 pages 123, 124. 2 585 183,08
PPAL	Report RAR			70 000,00	TLE (notification reçue)
	DM			416 986,08	Virement, TLE...
Budgets Annexes					
ANN	Assainissement	98 000,00		627 226,00	"Couverture assurée" Hors résultat et hors subvention
	résultat repris			287 000,00	Résultat repris: 1068
	DM			91 610,65	
	Report RAR			9 788,80	La "couverture" de l'amortissement est réalisé et assurée par les ressources propres après l'affectation du résultat.
ANN	Location de salles	26 000,00		113 625,00	Le remboursement en capital des emprunts contractés est réalisé et assuré par les seuls amortissements.
	résultat repris			180 000,00	Résultat repris: 001
	DM1			4 039,13	
ANN	Triangle d'activités	9 000,00		461 000,00	Couverture de l'amortissement du capital largement assuré.
	résultat repris				
ANN	Autres Zones	7 500,00		1 299 761,00	Remboursement du capital des emprunts réalisés par des ressources propres largement assuré.
ANN	Location de Bâtiments industriels				sans objet
ANN	Transport de personnes				sans objet
ANN	Maison de la petite enfance	51 000,00		50 640,00	Hors reprise anticipée du résultat La couverture du remboursement du capital par des ressources propres est réalisée et assurée après la reprise anticipée du résultat.
	résultat repris			250 000,00	Rectification du résultat qui passe de 250 000€ à 248 368,07€. La couverture du remboursement du capital des emprunts par des ressources propres est toujours largement assurée.
	DM1(rectification)			-1 631,93	
ANN	PRAGNAT 2				sans objet
TOTAL		1 291 500,00		5 958 241,73	Indicatif car appréciation par budget.

II.1.4. Clôture de l'exercice et arrêté des comptes

Les dépenses et recettes rattachées traduisent une bonne application des principes d'annualité et de sincérité. Il en est ainsi des montants rattachés ainsi que de la diversité des dépenses et recettes. Les rattachements concernent le budget principal et différents budgets annexes.

Pour mémoire nous attirons l'attention de la ville sur le fait que l'équilibre du compte administratif (ainsi que l'état des reports pour l'année considérée) ne doit pas faire apparaître un déficit égal ou supérieur à 10% des recettes de la section de fonctionnement (article L1612-14 du CGCT). Nous avons procédé à l'examen budget par budget puis consolidé du respect de ce ratio.²⁴ En pratique le contrôle de légalité ne défère pas lorsque la situation consolidée n'excède pas la limite autorisée par la réglementation. L'exercice 2007 présente une exécution dépassant les limites de la réglementation. De plus la prise en compte du solde des reports d'investissement pour le budget principal ne permet pas de vérifier cette règle car les dépenses reportées sont supérieures aux recettes reportées et présentent un solde d'exécution de – 376 557,66€. Néanmoins dans la pratique le préfet n'exerce pas son déferé préfectoral lorsque budget prévisionnel succédant à l'exercice clôturé est voté en équilibre réel ce qui est le cas pour l'exercice 2008 et pour Ambérieu en Bugey²⁵.

Equilibre Budgétaire				2 007		Déficit autorisé 10% des RF	Déficit réalisé déficit de la SI
Nature du Budget	Section de fonctionnement		Section d'investissement				
	DF	RF	DI	RI			
PPAL Budget Principal	11 580 387,92	12 220 656,21	4 948 217,28	6 011 909,57	-1 277 705,87	-1 412 386,08	
PPAL Budgets Annexes							
ANN Assainissement	573 123,33	633 617,09	343 068,54	107 443,86	-115 611,91	-91 610,65	
		522 502,01		144 014,03			
ANN Location de salles	315 069,77 254 463,01	371 657,53	58 389,00	107 602,36 134 825,77	-37 165,75	184 039,13	
ANN Triangle d'activités	463 423,88	734 442,28	451 233,86 363 997,78	448 010,45	-73 444,23	-367 221,19	
ANN Autres Zones	1 545 309,00	3 307 073,32	2 722 758,48	1 541 248,49	-330 707,33	-1 181 509,99	
ANN Location de Bâtiments industriels	154 446,35	110 701,13 108 023,24	13 454,30	39 198,96 26 214,65	-21 872,44	51 959,31	
ANN Transport de personnes	478 826,61	240 512,14			-24 051,21 sans objet		
ANN Maison de la petite enfance	715 730,99 197 381,77	598 207,37	75 008,46	25 401,22 297 975,31	-59 820,74	248 368,07	
ANN PRAGNAT 2	302 498,29	306 179,78	94 848,84	268 652,60 32 347,30	-30 617,98	206 151,06	
TOTAL	16 580 660,92	19 709 974,59	11 547 054,91	9 184 844,57	-1 970 997,46	-2 362 210,34	
		1 186 927,74		491 363,03	Solde des reports du Budget Principal seul	-376 557,65	
					767 770,53	Besoin d'emprunt (CA et report du budget ppal)	

²⁴ Cf. Circulaire du 03/01/2003 relative à l'appréciation du déficit du compte administratif et de l'équilibre du Budget, NOR/LBL/B/03/10001/C.

²⁵ La jurisprudence est constante. Cf. CRC 07/07/2007 Commune de Chermignac, CRC de Picardie 19/06/2007 Commune de Fleury. La ville ne « court » donc aucun risque contentieux.

III. L'ANALYSE RETROSPECTIVE

III.1.1. Les recettes réelles de fonctionnement

Nous vous proposons de distinguer les recettes pour lesquelles la ville dispose d'une réelle autonomie décisionnelle quand à leur évolution et leur progression de celles qui de facto sont « contraintes » et s'imposent à la ville d'Ambérieu en Bugey. De façon globale, les produits de fonctionnement du budget principal sont inférieurs à ceux des communes comparables (1020 € par habitant pour Ambérieu en Bugey contre 1198 en moyenne²⁶ en 2007). La ville se situe néanmoins en bas de sa strate mais cela n'explique pas cette différence et cette faiblesse semble plutôt structurelle.

En effet, les communes de 10 000 à 20 000 habitants membres d'un groupement fiscalisé à TPU comptaient 1038 € par habitant pour le budget principal seul en 2007. De plus les cinq villes retenues pour effectuer des comparaisons présentent toutes des niveaux de ressources supérieures à Ambérieu en Bugey puisque ces dernières ont des produits de fonctionnement qui vont de 1 062 à 2 097 € par habitant en 2007²⁷.

✓ Niveau et évolution générale

Niveau et positionnement de la ville : les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de façon considérable sur la période 2003-2007 puisque les recettes réelles consolidées²⁸ et retraitées²⁹ de fonctionnement sont passées de 12,676 millions d'euros à 13,532 millions d'euros.

²⁶ Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Ces données intègrent sans les distinguer les recettes de fonctionnement réelles et d'ordre.

²⁷ Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, données 2007. Cf. annexes.

²⁸ Budget principal et budgets annexes de la Maison Petite Enfance, des locations de salles et de bâtiments industriels, du Triangle d'Activités, de Pragnat 2 et des autres zones d'activités, de transport de personnes et de l'assainissement.

²⁹ Les produits du budget principal liés aux budgets annexes ont été retirés de façon à améliorer la lecture des flux financiers dans le temps (comptes 6521, 7084 et 7551 pour le budget principal).

- Le budget principal

Les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de façon considérable sur la période 2003-2007 puisque les recettes réelles de fonctionnement (non retraitées) sont passées de 10,159 millions d'euros à 12,098 millions d'euros. Ceci correspond à une évolution des recettes de 100 à 119 sur la période³⁰ et de 842 à 1003 € par habitant en niveau.

- Le budget principal et les budgets annexes

Le volume de recettes du budget principal est impacté en fin de période par des nouvelles recettes provenant du budget annexe de location de bâtiments industriels.

Recettes de fonctionnement (extrait)	2003	2004	2005	2006	2007	TOTAL
7551 - Excédents reversés par BA			100 000	100 000	100 000	300 000,00
Total	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	300 000,00

Les flux côté recettes émanent donc depuis 2005 du Budget annexe de location de bâtiments industriels³¹. Cette recette ne représente néanmoins que 0.8% des recettes de fonctionnement entre 2003 et 2007.

- Les budgets annexes³²

Sur la période rétrospective 2003/2007 la ville comporte 8 budgets annexes. Ils sont d'importances variables³³. Ils seront présentés de façon complète dans une partie ad hoc regroupant les dépenses et les recettes.

1. Les recettes de la Maison Petite Enfance sont essentiellement constituées des dotations et des subventions. La Maison Petite enfance est financée par l'Etat et la ville. La part cumulée de ces collectivités dans les recettes réelles de fonctionnement varie de 62% à 87% fonction des années. En moyenne elles représentent 77% des recettes précitées. Il convient de remarquer que le budget principal de la ville sert de variable d'ajustement.

³⁰ En base 100 en prenant 2003 comme année de référence.

³¹ Ce flux équivaut au montant des recettes provenant du revenu des immeubles.

³² Les présents développements ne visent qu'à mettre en exergue les caractéristiques principales de ces budgets annexes. Des tableaux présentant une étude pluriannuelle sont reproduits en annexe dans le présent rapport.

³³ Nous citerons par exemple le budget annexe des abattoirs où seules quelques écritures d'ordre ont été passées sur l'exercice 2003. La fermeture de ces derniers entraîne logiquement la suppression de ce budget annexe.

L'évolution des concours financiers de l'Etat n'étant pas favorable aux communes en la matière (avec notamment la mise en place de la PSU). Cette remarque se renforce aussi avec le temps pour devenir désormais structurelle.

Ces recettes sont complétées par les redevances versées par les usagers³⁴ ainsi que de façon marginale par quelques revenus comme les produits exceptionnels et les autres produits de gestion (moins de 1% des recettes).

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes de fonctionnement					
70 - Ventes de produits					
7066 - Prestations de services (creches, coloni	17,37 %	12,66 %	18,72 %	21,57 %	20,03 %
73 - Impôts et taxes				15,59 %	7,28 %
74 - Dotations, subventions	13,02 %	28,50 %	81,24 %	54,97 %	38,90 %
7474 - Subventions, participations (commune)	69,54 %	58,81 %		7,87 %	33,39 %
75 - Autres produits de gestion	0,02 %	0,02 %		0,01 %	0,03 %
77 - Produits exceptionnels	0,05 %	0,01 %	0,04 %		0,37 %
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
Recettes de fonctionnement total	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

2. Les recettes des Budgets annexes des zones d'activités sont essentiellement constituées des ventes de terrains aménagés. Les recettes sont complétées par quelques revenus comme les produits de gestion, les dotations, subventions et les participations. Pour mémoire, les exercices 2008 pour le Triangle d'activités ; et 2009 pour Pragnat 2 devraient donc être financièrement excédentaires³⁵. Le budget annexe « Autres zones » se résume à partir de 2008 au remboursement de la dette.
3. Les recettes du budget annexe de location de Bâtiments industriels sont composées essentiellement des revenus (des immeubles) versés par les entreprises qui permettent à ce dernier de dégager un excédent de fonctionnement à hauteur de 100 k€³⁶. Les remboursements de frais par les occupants compensent les autres charges.
4. Les recettes du budget assainissement sont composées des redevances d'assainissement. Les autres recettes représentent une part négligeable du budget.

Recettes de fonctionnement	2003	2004	2005	2006	2007
Divers		1,22 %		0,56 %	1,52 %
70 - Ventes de produits	0,73 %	0,33 %	1,54 %	0,51 %	
704 - Travaux	0,33 %	0,45 %	0,75 %		
7061 - Redevances d'assainissement	98,45 %	97,19 %	94,29 %	95,13 %	93,81 %
7062 - Redevances d'assainissement non collectives			3,42 %	3,58 %	4,67 %
77 - Produits exceptionnels	0,50 %	0,81 %	0,00 %	0,23 %	0,00 %
Recettes de fonctionnement total	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

³⁴ Leur part semble stable depuis 2005, elle se situe autour de 20% des produits de fonctionnement.

³⁵ A hauteur de 169 k€ pour le Triangle d'activités et de 193 k€ pour Pragnat 2.

³⁶ Le remboursement total de la dette de ce budget annexe sur l'exercice 2008 conforte ce flux de reversements du budget annexe vers le budget principal.

✓ Les recettes maîtrisées par la ville

1. **La fiscalité** : la période rétrospective est marquée par une stabilité des taux communaux. La ville est caractérisée par des bases fiscales supérieures à la moyenne des bases des différentes communes comparables³⁷. La politique de taux est marquée par un niveau de taux en matière de taxe d'habitation largement inférieur la moyenne nationale³⁸. Il en est de même en matière de taxe sur le foncier bâti. Le foncier non bâti a une place négligeable en termes de bases comme de produit.

LIBELLE	2003	Comp. Natio*.	2004	Comp. Natio*.	2005	Comp. Natio*.	2006	Comp. Natio*.	2007	Comp. Natio*.
BASES NETTES										
TAUX										
taxe sur le foncier bâti	16,60 %	21,90 %	16,60 %	22,06 %	16,60 %	22,19 %	16,60 %	21,92 %	16,60 %	21,85 %
taxe sur le foncier non bâti	42,03 %	57,52 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	57,23 %	42,03 %	56,63 %	42,03 %	56,91 %
taxe d'habitation	10,68 %	15,02 %	10,68 %	15,18 %	10,68 %	15,22 %	10,68 %	15,19 %	10,68 %	15,24 %
PRODUIT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES										
taxe sur le foncier bâti	146	195	151	201	160	209	168	215	177	223
taxe sur le foncier non bâti	2	5	2	5	2	5	2	4	2	5
taxe d'habitation	110	143	115	149	120	154	126	161	130	167
Contributions directes	258	343	268	355	282	368	296	380	309	395

*Source de la Comparaison Nationale: Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Communes de 10 000 à 20 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé à TPU.

La ville pratique une pression fiscale sur les **ménages globalement très inférieure à la moyenne des communes**. L'effort fiscal³⁹ c'est-à-dire la pression fiscale pratiquée par la ville est de 0,98 contre 1,28⁴⁰ pour les communes de la strate. **Il en résulte donc potentiellement une marge de manœuvre financière importante pour la ville.**

³⁷ Cf. les tableaux de comparaison insérés ci après.

³⁸ Il s'agit des communes de 10 000 à 20 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé (TPU). *Les comptes des communes (précité).

³⁹ L'effort fiscal est de façon synthétique le rapport entre le produit fiscal de la commune et son potentiel fiscal.

⁴⁰ Fiche individuelle DGF 2008, données du Ministère de l'intérieur.

LIBELLE	Ville d'Ambérieu en Bugey					Données de comparaison*		
	2003	2004	2005	2006	2007	Communes de Rhône Alpes* 2007	Communes de métropole* 2007	Villes membres d'une CC à TPU** 2007
BASES NETTES								
taxe d'habitation	1 014	1 063	1 111	1 168	1 205	1 110	1 141	1 089
taxe sur le foncier bâti	871	902	955	998	1 057	1 100	1 062	999
taxe sur le foncier non bâti	5	5	5	4	4	5	8	10
TAUX								
taxe d'habitation	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %	13,83 %	15,35 %	14,85 %
taxe sur le foncier bâti	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %	20,30 %	21,68 %	21,71 %
taxe sur le foncier non bâti	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	55,41 %	59,59 %	61,55 %
PRODUIT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES								
taxe d'habitation	145	150	159	166	175	153	175	162
taxe sur le foncier bâti	108	113	119	125	129	223	230	217
taxe sur le foncier non bâti	2	2	2	2	2	3	5	6
Contributions directes	255	265	279	293	306	379	410	385

valeurs en niveau, année de comparaison 2007, montants en euros

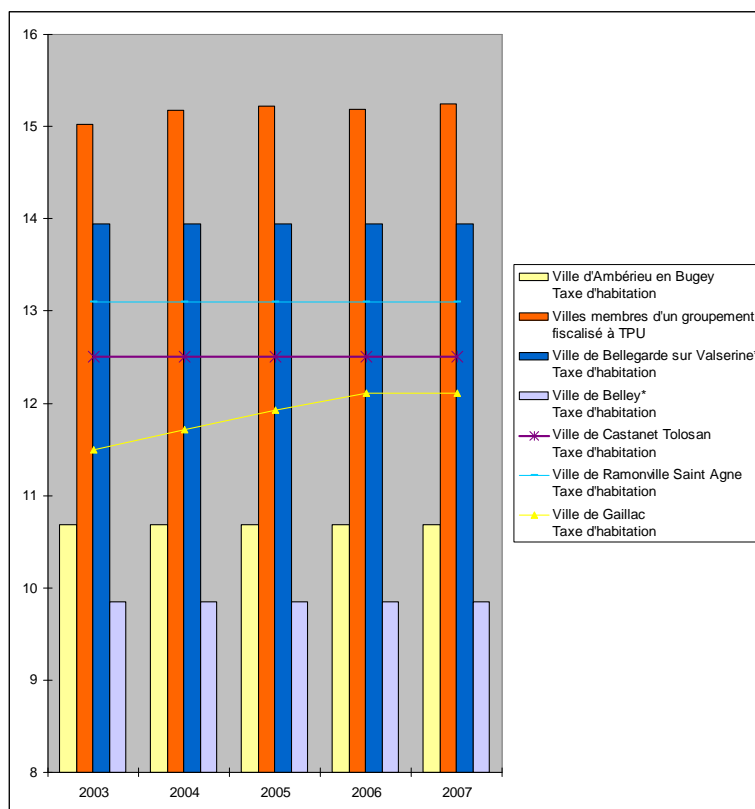
*Source: Ministère de l'intérieur Guide statistique de la Fiscalité Directe locale 2007, DGCL, Juillet 2008.

** Il s'agit des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

Taxe d'Habitation

	2003	2004	2005	2006	2007
Ville d'Ambérieu en Bugey Taxe d'habitation	10,68	10,68	10,68	10,68	10,68
Villes membres d'un groupement fiscalisé à TPU	15,02	15,18	15,22	15,19	15,24
Ville de Bellegarde sur Valserine* Taxe d'habitation	13,95	13,95	13,95	13,95	13,95
Ville de Belley* Taxe d'habitation	9,85	9,85	9,85	9,85	9,85
Ville de Castanet Tolosan Taxe d'habitation	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5
Ville de Ramonville Saint Agne Taxe d'habitation	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1
Ville de Gaillac Taxe d'habitation	11,5	11,71	11,93	12,11	12,11

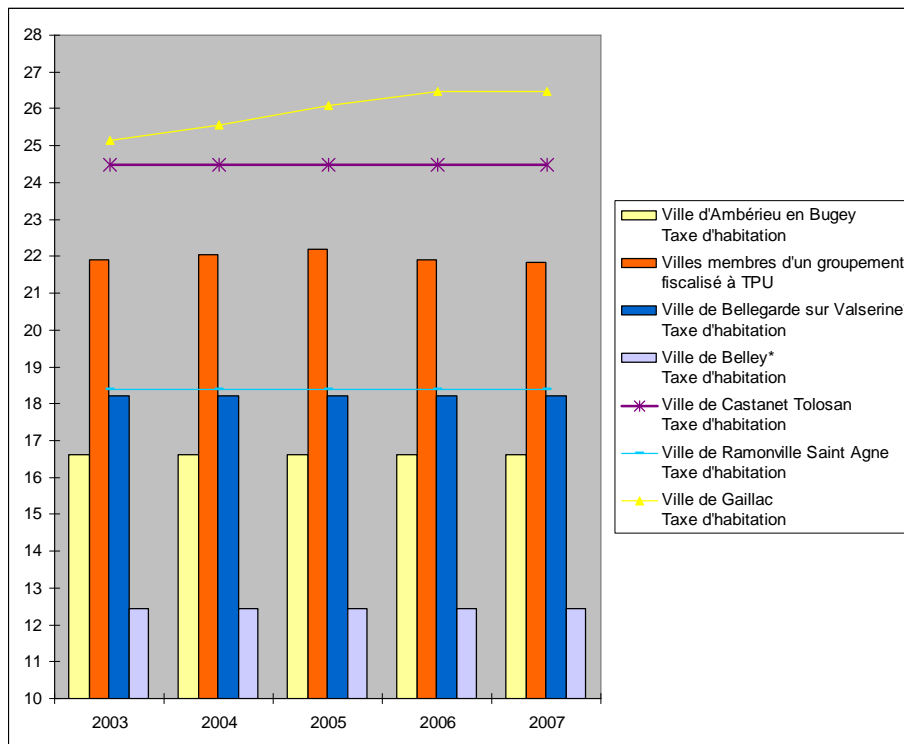
* Ville appartenant à un groupement fiscalisé 4 taxes.



Taxe sur le Foncier bâti

	2003	2004	2005	2006	2007
Ville d'Ambérieu en Bugey Taxe d'habitation	16,6	16,6	16,6	16,6	16,6
Villes membres d'un groupement fiscalisé à TPU	21,9	22,06	22,19	21,92	21,85
<i>Ville de Bellegarde sur Valserine*</i> Taxe d'habitation	18,2	18,2	18,2	18,2	18,2
<i>Ville de Belley*</i> Taxe d'habitation	12,44	12,44	12,44	12,44	12,44
Ville de Castanet Tolosan Taxe d'habitation	24,5	24,5	24,5	24,5	24,5
Ville de Ramonville Saint Agne Taxe d'habitation	18,39	18,39	18,39	18,39	18,39
Ville de Gaillac Taxe d'habitation	25,13	25,58	26,07	26,46	26,46

* Ville appartenant à un groupement fiscalisé 4 taxes.



2. **Les revenus des immeubles** : Ces revenus vont dépendre du patrimoine, de la politique et des prix pratiqués par la ville en la matière. Ils représentent environ 3% des recettes réelles de fonctionnement qui est stable sur la période précédente. Elle oscille entre 3,08 et 3,51%.

Ces revenus ont progressé au cours de la période rétrospective puisqu'ils passent de 346 k€ en 2003 à 389 k€ en 2007.

3. **Les produits des services et du domaine** : Ces revenus vont dépendre de la demande exprimée par les habitants, de la politique et des tarifs délibérés par la ville en la matière. La part de ces recettes dans le budget de la ville traduit un dynamisme moindre de ces recettes. Les produits de la ville étaient inférieurs de plus de 2% en 2005 à ceux des communes comparables. Cette faiblesse est structurelle dans la mesure où la part des produits dans les recettes réelles de fonctionnement (retraitées⁴¹) évolue entre 2,83% et 4,37% entre 2003 et 2007.

Recettes de fonctionnement (extrait)	2003	2004	2005	2006	2007
70 - Ventes de produits	1,60 %	1,99 %	1,66 %	1,16 %	0,91 %
70323 - Redevance d'occupation du domaine public	0,09 %	0,09 %	0,09 %	0,10 %	0,10 %
7067 - Redevances et droits periscolaires et en	1,14 %	1,30 %	1,32 %	1,52 %	1,49 %
7084 - Mise à disposition de personnel (BA)	2,96 %	3,74 %	5,89 %	6,59 %	5,93 %
TOTAL	5,79 %	7,12 %	8,96 %	9,38 %	8,42 %
TOTAL HORS 7084	2,83 %	3,38 %	3,07 %	2,78 %	2,49 %

	Ville d'Ambérieu en Bugey CA 2005	Métropole* 2005	Communes de Rhône Alpes* 2005	Villes membres d'une CC à TPU** 2005
Part des recettes du compte 70 (retraité) dans le total des RRF**	3,07	5,50	4,70	5,80

*Source: Ministère de l'intérieur Les Finances des communes de plus de 10 000

**70 Hors 7084

Concernant la revalorisation des tarifs des différents services communaux nous attirons également de la ville sur la nécessité financière de revaloriser (voire même de valoriser⁴²) ces derniers en fonction des évolutions réelles des différents coûts⁴³, sauf volonté politique particulière⁴⁴.

⁴¹ Les recettes du compte 7084 sont ici exclues du total du chapitre 70.

⁴² Les coûts de main d'œuvre à l'heure ou au km nous semblent sous-estimés (monteur, manœuvre, transport...). Cf. délibération du 12/11/2007.

⁴³ Une revalorisation de 2% peut paraître un peu « juste ». Cf. délibération du 12/11/2007.

⁴⁴ Gratuité de la connexion internet à la médiathèque. Cf. délibération du 12/11/2007.

✓ Les évolutions déterminées par des critères exogènes :

h) Les concours financiers de l'Etat

L'Etat verse chaque année de nombreux concours financiers aux collectivités locales. La ville perçoit deux dotations d'Etat qui sont issues de l'enveloppe normée. Il s'agit de la dotation globale de fonctionnement et de la dotation de solidarité urbaine. Ces recettes représentent un volume de l'ordre d'un peu moins de 20% des recettes réelles de fonctionnement qui reste globalement stable de 2003 à 2007.

Recettes de fonctionnement (extrait)	2003	2004	2005	2006	2007
7411 - Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	18,33 %	17,96 %	16,96 %	17,49 %	16,43 %
74123 - Dotation de solidarité urbaine (DSU)	1,86 %	1,92 %	1,89 %	2,02 %	1,96 %
TOTAL HORS 7084	20,19 %	19,89 %	18,85 %	19,51 %	18,39 %

Le total cumulé de ces deux recettes est caractérisé par un faible dynamisme sur la période qui s'explique par le volume des crédits redistribués par l'Etat ainsi que par les critères de calcul de ces dotations.

La dotation globale de fonctionnement (DGF):

La dotation globale de fonctionnement passe de 1862 k€ à 1987 k€ entre 2003 et 2007. La DGF progresse que très légèrement entre 2004 et 2005 puisqu'elle passe de 1912 k € à 1932 k€. Cela s'explique par les changements des critères de calculs de cette dernière. Ces derniers ne sont donc favorables à la ville.

Depuis l'exercice 2005 la dotation forfaitaire des décompose essentiellement en quatre parties :

- la dotation de base qui est fonction du nombre d'habitants,
- la dotation « superficie » qui est calculé en appliquant un montant forfaitaire par hectare,
- un complément de garantie,
- des compensations (liées à la Taxe professionnelle).

La ville perçoit des montants au titre des quatre premières composantes. Ces fractions de la DGF varient selon un taux qui est fixé chaque année par le Comité des Finances Locales (CFL). Il est plafonné pour les deux premières à 75% du taux de progression du volume global de la DGF. La dernière variable sert d'ajustement. Elle n'est donc pas favorisée et les montants redistribués à ce titre par l'Etat sont souvent en diminution.

Dotation forfaitaire détail	2005	2006	2007
Dotation de base	1 108 225	1 130 895	1 152 116
Dotation de superficie	7 380	7 531	7 672
Dotation de garantie	783 624	788 967	793 902
Dotation compensations	32 833	33 281	33 572

La part importante de la part garantie dans les montants versés explique la faible progression globale de cette dotation. Le comité des finances locales (CFL) précise pour mémoire qu'en 2008 le taux de progression de cette part était de 25% la progression de la DGF soit une augmentation de 0.52%. Notons que cette part représente 39,7% (soit 798 036€) de la DGF 2008 (2 009 862€) pour Ambérieu. La ville est particulièrement défavorisée à ce titre puisque d'après le CFL « *Il convient de noter que le gel supporté par les communes (concernées) ne représente en moyenne pas plus de 0.5% de leur dotation forfaitaire* ».

La dotation de solidarité urbaine :

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est une dotation de péréquation versée aux communes de plus de 10 000 habitants. Le montant de cette recette évolue de 188 k€ à 237 k€ entre 2003 et 2007. Cette recette est toutefois d'une importance toute relative car elle ne représente que 1,96% des recettes réelles de fonctionnement.

La ville est éligible à cette dotation sur toute la période faisant l'objet de l'analyse rétrospective. Il convient cependant de remarquer que 715 communes étaient éligibles en 2008 à la DSU sur les 953 communes d'au moins 10 000 habitants.⁴⁵

La recette versée à la commune est ensuite répartie en fonction de quatre parts liées au potentiel financier, au nombre de logements sociaux, au nombre de personnes couvertes par les allocations logement, au revenu par habitant de la ville.

La progression de cette dotation sur la période liée aussi à l'effort financier de l'Etat en la matière. Pour mémoire le montant moyen versé aux communes était de 43,12 € par habitant en 2008. Avec 241 021 € la ville perçoit un montant de DSU correspondant à 19,98 € par habitant⁴⁶. Cela permet au final à la ville de percevoir en matière de dotation de solidarité rurale moins de recettes que la moyenne perçue par les villes éligibles du fait d'une part de ses caractéristiques intrinsèques et d'autre part des critères de calcul de la DSU.

⁴⁵http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/le_cfl/compte_rendus_des_reunions/2008/cfl_seance_du_1er/view

⁴⁶ En prenant la population DGF soit 12 062 habitants.

Enfin, de manière générale en matière de dotations d'Etat, il est important de souligner que la ville perçoit donc un volume nettement inférieur aux autres communes. En 2005, le produit du compte 741 s'élevait à 224 € par habitant⁴⁷ pour les communes comparables⁴⁸ contre 178 € pour la ville d'Ambérieu en Bugey. Cette tendance est structurelle et se retrouve toujours en 2007 où la moyenne de la strate est beaucoup plus élevée puisqu'elle était de 230 € par habitant contre 187 € pour la ville⁴⁹.

Recettes de fonctionnement	2003	2004	2005	2006	2007
7411 - Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	1 862 448	1 912 933	1 932 062	1 960 674	1 987 266
74123 - Dotation de solidarité urbaine (DSU)	188 802	204 924	215 170	225 929	237 225
Total	2 051 250	2 117 857	2 147 232	2 186 603	2 224 491
Par habitant	170	176	178	181	184

Cette différence de traitement ne devrait pas structurellement s'améliorer dans l'avenir et obère donc les marges de manœuvre de la ville.

Les allocations compensatrices⁵⁰

L'évolution au cours de la période rétrospective de ces recettes est marquée par une diminution de ces recettes assez significative de l'ordre de 32 k€.

Cette diminution s'explique surtout du fait de la compensation versée à la ville au titre de la Taxe professionnelle qui diminue de plus de 52 k€ sur la période.

	2003	2004	2005	2006	2007
Allocations compensatrices					
Allocation compensatrice TH	104 487	112 137	109 776	113 562	119 620
Allocation compensatrice FB ECF	24 289	24 575	25 807	23 586	27 885
Allocation compensatrice FB ZUS et ZFU	0	0	0	0	0
Allocation compensatrice FB certains immeuble	0	0	0	91	70
Allocation compensatrice FNB part communale	0	0	0	1 837	1 877
Plafonnement des taux	0	0	0	0	0
Réduction salaires	34 755	33 591	31 527	27 795	24 657
Abattement de 16% bases	134 648	128 898	113 592	104 005	91 919
Total	298 179	299 201	280 702	270 876	266 028

La baisse limitée de ces recettes s'explique par l'augmentation des allocations compensatrices reçues au titre de la taxe d'habitation. Le caractère « dynamique » de cette « compensation ne peut pas être retenu. L'augmentation de la population semble être la principale explication. Une inversion de cette tendance dans le futur semble improbable surtout à « réglementation constante ».

⁴⁷ Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2005, Collection Statistiques et finances locales, DGCL, Ministère de l'intérieur et des collectivités locales, Octobre 2007.

⁴⁸ Les communes de 10 000 à 20 000 habitants membres d'un groupement fiscalisé à TPU.

⁴⁹ Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_struct_fina_loca/comp_coll/comm.html.

⁵⁰ Comptes 74832 à 74835 (compensations TP, TH et TF).

i) Les liens entre la ville et l'intercommunalité

Ambérieu en Bugey perçoit de la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain la dotation de solidarité communautaire et l'attribution de compensation.

L'attribution de compensation versée résulte du passage à la taxe professionnelle unique et vise à maintenir à la ville un niveau de ressources identiques (à leur niveau de 2003) en tenant compte des compétences exercées par l'agglomération.

Il en résulte des montants de recettes qui ont beaucoup évolué entre 2003 et 2007.

Recettes de fonctionnement (extrait)	2003	2004	2005	2006	2007
7321 - Attribution de compensensation	2 401 791	2 401 857	2 401 857	2 572 105	2 572 105
7322 - Dotation de solidarité communautaire DSC	202 093	261 925	332 690	213 579	272 111
Total	2 603 884	2 663 782	2 734 547	2 785 684	2 844 216

Le tableau ci dessous vous illustre ces variations en calculant les pourcentages de ces recettes par rapport aux recettes réelles de fonctionnement retraitées.

Recettes de fonctionnement (extrait)	2003	2004	2005	2006	2007
7321 - Attribution de compensensation	24,36 %	23,43 %	22,61 %	24,80 %	22,80 %
7322 - Dotation de solidarité communautaire DSC	2,05 %	2,55 %	3,13 %	2,06 %	2,41 %
Total	26,41	25,98	25,75	26,86	25,21

En structure, la part de ces recettes dans l'ensemble des recettes de fonctionnement retraitées reste stable du fait de l'augmentation globale des volumes budgétaires.

Ces deux recettes représentent donc une part non négligeable du budget qui ne devrait pas évoluer dans le futur de façon dynamique. **Nous attirons l'attention de la ville sur le fait que la dotation de solidarité communautaire est facultative. Il est donc toujours possible que les volumes répartis ou les critères de répartition utilisés pour ce faire soient remis en cause**⁵¹ par la communauté de communes.

⁵¹ Les causes peuvent être multiples : arbitrages politiques, ou « rétrécissement » de ses marges de manœuvres....

j) Les autres recettes

1. **Il est ensuite possible de distinguer les autres recettes de la ville** en fonction notamment de leurs évolutions rétrospective et futures. Il s'agit donc d'examiner d'une part les recettes présentant une certaine stabilité rétrospective et d'autre part celles qui présentent des risques pour l'avenir.

- Les recettes « certaines »

Certaines taxes du fait de leurs caractéristiques ont une progression limitée de manière rétrospective et représentent un volume limité des recettes de fonctionnement. Au regard de sa nature, la stabilité constatée dans le passé paraît acquise dans le futur pour la taxe sur l'électricité qui est recouvrée auprès des consommateurs en fonction du montant facturé.

Il en est de même pour les droits de place, les redevances versées par les fermiers et concessionnaires ainsi que la mise à disposition du personnel aux budgets annexes du fait de leur nature. Cette dernière recette représente une part réellement importante des recettes réelles de fonctionnement mais elle n'est pas en elle-même productrice de « richesses » pour la ville. Le tableau ci après vous présente les recettes versées par les budgets annexes, le CCAS, le syndicat mixte du centre nautique⁵² au budget principal.

Recettes de fonctionnement (en % des RRF)	2003	2004	2005	2006	2007
7084 - Mise à disposition de personnel (BA)	2,96 %	3,74 %	5,89 %	6,59 %	5,93 %
	301 100	398 192	670 600	739 100	717 330

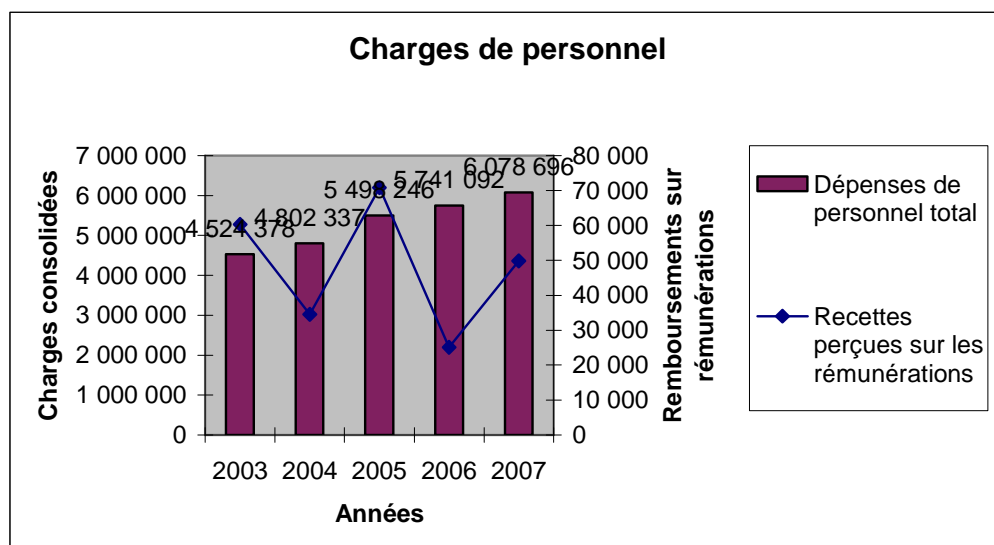
- Les recettes « à risques »

Les produits exceptionnels sont très variables d'une année à l'autre. Ils vont dépendre étroitement du produit des cessions. Le volume moyen de produits exceptionnels hors cession semble évoluer (depuis 2003) entre 95 et 144 k€. Les cessions d'immobilisations (budget principal seul) varient sur la période étudiée entre 1800€ en 2006 et 549 712 € en 2007.

Recettes de fonctionnement (en % des RRF)	2003	2004	2005	2006	2007
77 - Produits exceptionnels (autres)	133 124	93 064	133 968	95 640	144 864
775 - Produits des cessions d'immobilisations	190 573	394 210	351 018	1 800	549 712
TOTAL	325 699	489 278	486 991	99 446	696 583

⁵² 2 680€ à partir de 2007. Les Budgets annexes représentent donc l'essentiel du produit du compte 7084 (plus de 99% en 2007).

Les rémunérations liées au personnel sont très variables. Elles sont nécessairement aléatoires de par leur nature et peuvent par ailleurs fausser la lecture des évolutions de l'épargne et des dépenses relatives au personnel. Elles varient dans des proportions importantes sur la période puisqu'elles oscillent par exemple entre 25 k€ en 2006 et 70 k€ en 2007.



En pourcentage elles varient entre 0,22% et 0,62% du total des recettes réelles de fonctionnement pour les années 2003 et 2007⁵³.

Nous prenons le parti de classer ici les droits de mutation qui restent dynamiques pour la ville malgré le marché immobilier du fait d'un contexte particulier porteur qui semble à ce jour pérenne pour la ville. En effet les conclusions du rapport Attali⁵⁴ incitent à adopter une prudence concernant les montants et les progressions futures des droits de mutation puisqu'il concluait à la suppression pure et simple des droits de mutation à titre onéreux liés à la vente d'un bien immobilier.

Recettes de fonctionnement	2003	2004	2005	2006	2007
7381 - Droits de mutation	182 516	203 082	254 786	312 404	302 005

- Les recettes « marginales »

Il en est ainsi pour les autres recettes comme les produits financiers, les autres produits de gestion. Cette faiblesse est néanmoins tout à fait classique au sein des collectivités locales du fait de la réglementation applicable.

⁵³ Une analyse retraitée entre les charges de produits liés au personnel vous est proposée en I.3.2

⁵⁴ Jacques ATTALI. Rapport de la commission pour la libération de la croissance française : premières propositions sur le pouvoir d'achat <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/074000673/0000.pdf>

III.1.2. Les dépenses de fonctionnement

Les principales variations seront mises en exergue tout en montrant les principaux postes et services pouvant expliquer ces variations.

✓ Niveau et évolution générale

Niveau et positionnement consolidé de la ville: les dépenses réelles de fonctionnement du budget ont augmenté de façon considérable sur la période 2003/2007 puisque les dépenses réelles de fonctionnement (non retraitées) sont passées de 9,75 millions d'euros à 12,39 millions d'euros (ou encore de 808 € à 1027€ par habitant).

De manière consolidée⁵⁵ et retraitée⁵⁶ les dépenses réelles passent de 9 226 k€ en 2003 à 11 626 k€ en 2007 (soit de 765€ à 964 € par habitants de 2003 à 2007).

- Le budget principal

Les dépenses réelles de fonctionnement (non retraitées) du budget principal ont augmenté de façon considérable sur la période 2003/2007 puisqu'elles sont passées de 8,07 millions d'euros à 10,5 millions d'euros (ou encore de 669 € à 871€ par habitant). Les charges de fonctionnement du budget principal sont très légèrement inférieures aux communes comparables (967 € par habitant contre 1080 en moyenne⁵⁷ en 2007). Ceci correspond à une évolution des dépenses (non retraitées) de 100 à 130 sur la période en base 100.

- Les flux du budget principal et les budgets annexes

Le budget principal verse en 6521 des sommes aux budgets annexes 672 498 € en 2007. Les flux versés sont globalement⁵⁸ élevés sur la période 2003/2007.

⁵⁵ Il s'agit des dépenses réelles consolidées du budget principal et de tous les budgets annexes.

⁵⁶ Les charges et produits liés aux budgets annexes ont été retirés de façon à améliorer la lecture des flux financiers dans le temps.

⁵⁷ Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique (toutes dépenses réelles et d'ordre).

⁵⁸ De façon rétrospective elle oscille entre 0€ en 2005 et 672 498 € en 2007 en passant par 525 391 € en 2003 et 450 155 € en 2006.

▪ La Maison Petite enfance

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
012 - Charges de personnel (ext:6215)	94,58 %	78,48 %	84,99 %	81,95 %	88,00 %
60 - Achats et variation de stocks	0,79 %	0,64 %	0,66 %	0,49 %	0,44 %
60612 - Fourn Non Stockable Energie Electricité		0,55 %	2,87 %	2,08 %	1,66 %
60623 - Alimentation	0,05 %	0,84 %	1,24 %	1,50 %	1,43 %
60631 - Fournitures d'entretien	0,37 %	1,03 %	0,89 %	0,64 %	0,82 %
60632 - Fournitures de petit équipement	0,54 %	3,37 %	1,07 %	1,00 %	1,11 %
61 - Services extérieurs	1,05 %	2,19 %	0,42 %	0,32 %	0,09 %
61522 - Entretien de bâtiments		0,13 %	1,04 %	0,33 %	0,50 %
61558 - Entretien autres biens mobiliers	0,01 %	0,26 %	0,23 %	0,53 %	0,30 %
6156 - Maintenance	0,06 %	0,07 %	0,23 %	0,37 %	0,31 %
62 - Autres services extérieurs	0,75 %	0,69 %	0,34 %	1,02 %	0,35 %
6226 - Honoraires	1,17 %	0,37 %	0,30 %	0,04 %	0,92 %
6262 - Frais de télécommunication	0,60 %	0,47 %	0,41 %	0,21 %	0,30 %
63 - Impôts, taxes et versements assimilés			0,02 %	0,16 %	
65 - Autres charges de gestion	0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,00 %	0,01 %
66 - Charges financières		10,89 %	5,14 %	4,24 %	3,78 %
67 - Charges exceptionnelles	0,02 %		0,14 %	5,10 %	0,00 %
Dépenses de fonctionnement total	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Les charges de personnel sont de loin le premier poste de dépense. Elles représentent entre 94% et 88% du total des dépenses réelles de fonctionnement. L'enjeu principal sera donc de maîtriser l'évolution de ces dépenses tout en veillant à maintenir une offre de service public en adéquation avec les besoins et les moyens. Cette relative stabilité en structure ne met néanmoins pas en évidence d'importantes augmentations puisque sur la période 2003/2007 le chapitre 012 passe de 130 k€ à 611 k€ sur un total évoluant de 137 k€ à 694 k€.

▪ Les autres budgets annexes

Ils seront analysés de façon globale. Les achats et variations de stocks de terrain constituent les principaux postes des budgets annexes Pragnat 2, Triangle d'activités et autres zones⁵⁹. Le budget assainissement est essentiellement composé des achats, des charges financières et des dotations aux amortissements.

⁵⁹ Les écritures d'ordre ne figurent pas dans les présents tableaux de synthèse.

✓ L'examen et l'évolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement pour le budget principal

Le budget ville augmente de façon significative de 2003 à 2004 et de 2006 à 2007. Il évolue respectivement de 100 à 109 et de 117 à 130⁶⁰.

Les charges à caractère général: montrent une augmentation constante sur la période. Ces augmentations s'expliquent par la hausse de nombreux postes. Pour le budget principal nous avons classé les dépenses en fonction de leur sensibilité, vous les trouverez en base 100 et en valeur.

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
60 - Achats et variation de stocks (divers, reste)	100	107	116	96	60
60612 - Fourn Non Stockable Energie Electricité	100	93	104	110	102
60622 - Carburants	100	103	101	154	170
60623 - Alimentation	100	126	122	147	132
60632 - Fournitures de petit équipement	100	111	92	119	152
6064 - Fournitures Administratives	100	107	85	90	121
6067 - Fournitures Scolaires	100	110	120	122	120
6068 - Autres matières et fournitures	100	108	96	56	100
61 - Services extérieurs	100	87	76	106	118
6132 - Locations immobilières	100	93	90	102	118
61521 - Entretien de terrains	100	571	1 096	709	841
61522 - Entretien de bâtiments	100	129	176	253	106
61523 - Entretien de voies et réseaux	100	74	72	80	121
61551 - Entretien de matériel roulant	100	132	154	111	151
61558 - Entretien autres biens mobiliers	100	87	91	118	134
6156 - Maintenance	100	113	123	117	130
616 - Assurances	100	86	107	112	118
62 - Autres services extérieurs	100	101	94	194	216
6226 - Honoraires	100	153	89	123	76
6232 - Fêtes et cérémonies	100	61	7	31	34
6261 - Frais d'affranchissement	100	102	95	134	104
6262 - Frais de télécommunication	100	93	83	93	105
6281 - Cotisations, concours divers	100	141	155	273	252
6282 - Frais de gardiennage	100	131	270	247	267

Les dépenses sont **en rouge** lorsqu'elles ont montré une augmentation sensible sur la période, en **noir** lorsqu'elles ont montré **une (quasi) stabilité ou une baisse** sur la période. Les dépenses soulignées sont celles qui présentent un risque de façon générique au sein des communes et des collectivités. Les autres évolutions n'appellent pas à ce stade de commentaires particuliers.

Ci-après les dépenses du chapitre présentées suivant les mêmes codes « couleur ».

⁶⁰ En base 100 et en prenant 2003 comme année de référence.

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
60 - Achats et variation de stocks (divers, reste)	197 201	211 636	228 480	189 909	118 348
60612 - Fourn Non Stockable Energie Electricité	411 714	383 495	429 186	452 591	421 536
60622 - Carburants	23 242	24 012	23 586	35 699	39 558
60623 - Alimentation	56 847	71 591	69 291	83 778	75 300
60632 - Fournitures de petit équipement	151 477	167 454	139 428	180 757	230 351
6064 - Fournitures Administratives	27 571	29 417	23 299	24 838	33 371
6067 - Fournitures Scolaires	66 905	73 390	80 010	81 319	80 078
6068 - Autres matières et fournitures	45 638	49 194	43 668	25 474	45 732
61 - Services extérieurs	78 635	68 300	59 421	83 364	92 460
6132 - Locations immobilières	44 623	41 374	39 939	45 675	52 729
61521 - Entretien de terrains	17 323	98 837	189 855	122 762	145 669
61522 - Entretien de bâtiments	109 398	140 702	192 150	276 410	116 241
61523 - Entretien de voies et réseaux	318 669	236 505	228 624	255 406	384 002
61551 - Entretien de matériel roulant	22 546	29 711	34 789	25 087	34 117
61558 - Entretien autres biens mobiliers	58 110	50 280	52 814	68 303	77 755
6156 - Maintenance	44 394	50 280	54 591	52 056	57 807
616 - Assurances	53 797	46 487	57 350	60 233	63 695
62 - Autres services extérieurs	98 694	100 095	92 298	191 763	213 481
6226 - Honoraires	32 744	50 194	29 188	40 139	24 972
6232 - Fêtes et cérémonies	35 536	21 831	2 587	11 033	12 035
6261 - Frais d'affranchissement	24 799	25 281	23 672	33 194	25 821
6262 - Frais de télécommunication	39 892	36 946	33 203	36 908	42 014
6281 - Cotisations, concours divers	19 559	27 493	30 379	53 482	49 377
6282 - Frais de gardiennage	20 264	26 628	54 811	50 098	54 119

De façon générale ces charges sont légèrement supérieures aux communes comparables.

	Ville d'Ambérieu en Bugey CA 2005	Métropole* 2005	Communes de Rhône Alpes* 2005	Villes membres d'une CC à TPU** 2005
Part des DRF affectées au chapitre 011	25,38	25,80	24,80	24,70

Néanmoins l'écart reste faible il convient de souligner que de façon rétrospective la ville se situe soit au dessus en (2003, 2004 et 2006) soit en dessous (en 2005 et en 2007) de la moyenne de la strate⁶¹.

Nous concluons donc pour le Budget Principal à une forte rigidité de ses charges à caractère général et à un niveau « normal ».

Les charges de personnel: la période montre là encore une augmentation constante de ces dépenses. Le budget ville augmente donc de façon significative chaque année à partir de 2003. Les charges de personnel constituent le poste le plus important. Leur niveau pour le budget principal est inférieur à la moyenne de la strate. Elles sont respectivement en 2007, de 447 € par habitant contre 561€ en moyenne⁶² en niveau et de 46.25% contre 51.98% en pourcentage des charges de fonctionnement. Nous nuancerons toutefois cette analyse au regard de sources où la situation de la collectivité apparaît de façon moins favorable.

⁶¹ Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_struct_fina_loca/comp_coll/comm.html.

⁶² Les comptes des communes, précité.

A ce stade il faut tout de même relever que l'effectif de la commune est passé de 129 à 150 postes entre 2003 et 2007⁶³.

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de personnel					
64 - Charges de personnel	1 290 231	1 307 842	1 437 989	1 497 550	1 583 234
64111 - Rémunération principale	2 244 144	2 354 433	2 472 352	2 543 021	2 723 897
64118 - Autres indemnités	490 783	518 254	600 565	631 038	729 936
64131 - Rémunération	219 621	245 587	341 240	356 184	345 977
Dépenses de personnel total	4 244 778	4 426 116	4 852 146	5 027 792	5 383 044
Recettes perçues sur les rémunérations					
6419 - Remboursement rémunération personnel	60 311	34 582	70 791	25 072	49 857
Solde des dépenses de personnel					
Coût retraité des dépenses	4 184 468	4 391 534	4 781 355	5 002 720	5 333 187
Ratio retraité des dépenses réelles (en %)	52	50	54	53	51
Dépenses réelles de fonctionnement					
Dépenses réelles de fonctionnement total	8 073 594	8 780 756	8 923 631	9 469 718	10 501 642
Recettes réelles de fonctionnement					
Recettes réelles de fonctionnement total	10 159 170	10 650 341	11 391 559	11 208 851	12 098 048

Outre les évolutions des charges de personnel liées à des facteurs qui s'imposent à la ville (réformes statutaires, restructuration des carrières, revalorisation des indices, etc.) les variations sont dépendantes des arbitrages effectués en matière de régime indemnitaire et de gestion des emplois et des compétences (création et suppression de postes, réallocations des moyens) au regard des missions qui sont dévolues aux agents.

De façon consolidée (budget ville + budgets annexes), le chapitre 012 évolue de façon importante sur la période. Il en est cependant ainsi pour toutes les collectivités.

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de personnel					
64 - Charges de personnel	1 290 231	1 307 842	1 437 989	1 497 550	1 583 236
64111 - Rémunération principale (TITUL.)	2 244 144	2 354 433	2 472 352	2 543 021	2 723 897
64118 - Autres indemnités titulaires	490 783	518 254	600 565	631 038	729 936
64131 - Rémunération Principale (NON TIT)	219 621	245 587	341 240	356 184	345 977
6218 - BA Assainissement Autres personnels extérieur	25 500	25 473	26 700	24 300	22 000
6215 - BA Location de salles Personnel affecté	124 000	123 348	126 200	120 000	62 600
6215 - BA MPEnf. Charges de personnel	130 100	227 400	493 200	569 000	611 050
Dépenses retraitées de personnel total	4 524 378	4 802 337	5 498 246	5 741 092	6 078 696
Recettes perçues sur les rémunérations					
62 Remboursements au budget principal du personnel mis à disposition (tous budgets annexes, hors CCAS)	279 600	376 221	646 100	713 300	695 650
6419 - Remboursement rémunération personnel Budget Principal	60 311	34 582	70 791	25 072	49 857
Recettes perçues sur les rémunérations	339 911	410 803	716 891	738 372	745 507
Solde des dépenses de personnel					
Coût retraité des dépenses réelles	4 184 468	4 391 534	4 781 355	5 002 720	5 333 189
Ratio retraité des dépenses (en %)	43	43	44	44	43
Dépenses de fonctionnement					
Dépenses de fonctionnement total	9 751 853	10 281 029	10 899 853	11 359 057	12 398 962
Recettes de fonctionnement					
Recettes de fonctionnement total	12 977 206	13 307 852	15 957 042	13 361 263	14 349 743

Après retraitements et réintégration des budgets annexes⁶⁴ le ratio se stabilise autour de 50% depuis 2005.

⁶³ Bilan Social au 31/12/2007.

	Ville d'Ambérieu en Bugey CA 2005	Métropole* 2005	Communes de Rhône Alpes* 2005	Villes membres d'une CC à TPU** 2005
Part des DRF affectées au chapitre 012 Budget Principal	54,37%	55,10	53,60	54,50
Part des DRF affectées au chapitre 012 Budgets Consolidés	50,44%	ND	ND	ND

*Source: Ministère de l'intérieur Les Finances des communes de plus de 10 000 habitants, DGCL, Octobre 2007. Il s'agit des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

ND: Non Disponible.

Nous concluons donc là encore pour l'ensemble de la collectivité à des charges de personnel un niveau « correct ». Cependant, comme pour le chapitre 011, il nous semble opportun pour la ville de chercher à optimiser ses ressources. En ce sens le bilan social précise que 33 agents⁶⁵ ont plus de 55 ans au 31/12/2007. **Il sera nécessaire de tenir compte de ces différents facteurs pour arbitrer les futurs « remplacements » en fonction (notamment) d'une stratégie ou d'objectifs en termes de ratios financiers, d'organisation ou de services rendus.**

Les autres charges de gestion courante : la période montre une augmentation constante de ces dépenses. Parmi les différentes augmentations, il convient mettre en exergue le poste 655 qui évolue sur le budget principal de 100 à 471 sur la période.

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement (extrait)					
65 - Autres charges de gestion	100	94	98	93	93
6521 - Déficit Budgets Annexes (SPA)	100	104		86	128
655 - Contingents obligatoires	100	140	155	264	471
6552 - Contingents obligatoires (CG 01, DPT)	100	100	100	100	100
6553 - Contingents obligatoires (SDIS)	100	102	105	107	109
657 - Subventions	100	313	145	50	50
6574 - Subventions organismes droit privé	100	118	122	135	147
Dépenses de fonctionnement total	100	109	111	117	130

Les dépenses sont **en rouge** lorsqu'elles ont montré une augmentation sensible sur la période, en **noir** lorsqu'elles ont montré **une (quasi) stabilité ou une baisse** sur la période. Les dépenses soulignées sont celles qui présentent un risque de façon générique au sein de communes et des collectivités

En structure, la part du chapitre 65⁶⁶ correspond à celle des communes comparables.

	Ville d'Ambérieu en Bugey CA 2005	Métropole* 2005	Communes de Rhône Alpes* 2005	Villes membres d'une CC à TPU** 2005
Part des DRF affectées au chapitre 65	12,35%	13,80	16,60	15,00

*Source: Ministère de l'intérieur Les Finances des communes de plus de 10 000 habitants, DGCL, Octobre 2007. Il s'agit des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

⁶⁴ Aucune donnée de comparaison consolidée n'existe mais nous pouvons considérer que cette approche est plus pertinente du fait qu'elle inclue tous les flux budgétaires et financiers de la collectivité.

⁶⁵ Sur un effectif total de 150 agents.

⁶⁶ Il s'agit ici de l'ensemble du chapitre.

Par contre en effectuant une comparaison de la ville avec les autres communes comparables des seuls contingents obligatoires la ville d'Ambérieu en Bugey présente un pourcentage de dépenses nettement défavorable ou supérieur aux autres villes de 2003 à 2007. Pour mémoire il est en structure de 7,32 contre 2.94% et en niveau de 71 contre 32.⁶⁷

Dans les comptes 655, la progression des dépenses s'explique surtout par « l'envolée » du **compte 6554** qui est passé de 97 466, 13 € en 2005 à 505 923,86 € en 2007.

Au regard de l'importance de cette augmentation des contributions et de la pression fiscale de la ville nous recommandons à cette dernière d'arbitrer sur le mode de financement de ces dépenses. En effet la fiscalisation de ces contributions est une alternative au financement budgétaire. En fonction du produit nécessaire à l'EPCI, le Trésor Public calcule les taux (applicable aux bases communales des impôts locaux) puis recouvre les sommes directement auprès des contribuables. Cette fiscalisation doit être votée par l'assemblée délibérante.

Ce mécanisme permettrait à la ville en diminuant ses dépenses de fonctionnement d'augmenter l'épargne disponible pour soit se désendetter ou soit augmenter la part de ses dépenses d'investissement qui sont financées par de l'autofinancement. La loi responsabilité locale permet également de financer de la sorte tout ou partie de la contribution budgétaire.

De plus politiquement cette solution permet directement de faire supporter une charge non décidée par la ville (mais par un tiers, un EPCI) aux contribuables. Enfin cette augmentation de la pression fiscale ne figure pas dans la colonne taux communaux des feuilles d'imposition mais dans la colonne « EPCI ».

De façon prospective, elle pourrait être une alternative intéressante à une hausse des taux communaux.

Les charges financières :

Pour le budget principal la période montre une stabilisation de ces dépenses malgré le financement (d'une partie) de l'investissement par le recours à l'emprunt. Des conditions de financement favorables sur les marchés financiers et la volonté de pratiquer une gestion active de la dette⁶⁸ l'expliquent pour partie.

Les intérêts des emprunts (6611)	2003	2004	2005	2006	2007
66111 - Intérêts des emprunts (en % des DRF)	3,82 %	3,06 %	3,65 %	2,75 %	3,13 %
66111 - Intérêts des emprunts (en valeur)	308 783	268 748	326 110	260 266	328 713
66111 - Intérêts des emprunts (en base 100)	100	87	106	84	106

⁶⁷ Les comptes des communes. Années 2003 à 2007. Précités et annexés. Le ratio effectue le rapport entre les contingents obligatoires et les charges de fonctionnement.

⁶⁸ Il en est ainsi pour l'exercice 2006 ou 1,8 M€ sont refinancés sur l'exercice.

En structure, la part des intérêts d'emprunt a légèrement diminué du fait des éléments précités mais aussi de l'accroissement du volume budgétaire.

	Ville d'Ambérieu en Bugey CA 2005	Métropole* 2005	Communes de Rhône Alpes* 2005	Villes membres d'une CC à TPU**. 2005
Part des DRF affectées aux intérêts de la dette (dépenses réelles)	3,60%	3,40	3,20	4,20

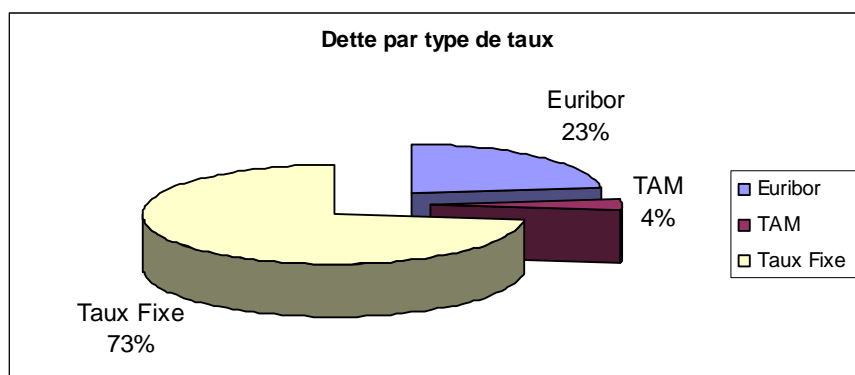
*Source: Ministère de l'intérieur Les Finances des communes de plus de 10 000 habitants, DGCL, Octobre 2007. Il s'agit des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

Les données disponibles dans les comptes des communes 2006, 2007 infirment cette tendance pour le budget principal seul puisque la part des DRF des communes comparables⁶⁹ affectée aux intérêts d'emprunts des communes est supérieure à celle de la ville⁷⁰.

Sans que la situation à ce titre soit particulièrement alarmante pour le budget principal, il convient de souligner dès à présent que les charges financières payées par la ville vont diminuer sa capacité à générer de l'autofinancement pour financer ses dépenses d'investissement.

La dette globale de la ville est plutôt bien répartie puisque son encours présente à la fois des produits à taux fixe et des produits à taux variables. Les durées d'amortissement pratiquées par la ville sont comprises entre 6 et 20 ans ce qui n'a rien d'excessif.

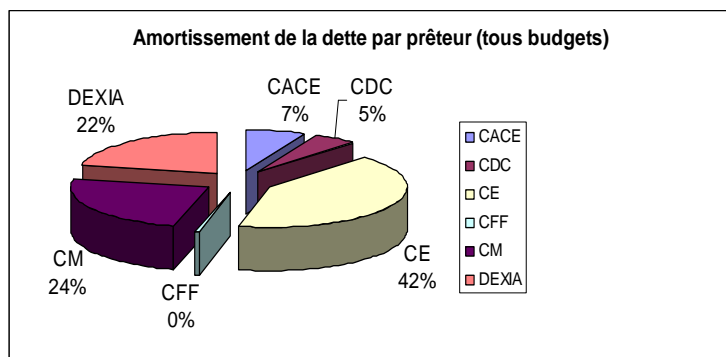
Le niveau de charges financières commenté précédemment n'est donc pas atteint par la ville en prenant de risques particuliers sur le marché bancaire (produits de pente, structurés ou indexés sur de devises étrangères). La part de capital qui sera remboursée par la ville en 2008 illustre la part importante de l'encours à taux fixe.



⁶⁹ Les communes de 10 000 à 20 000 habitants membres d'un groupement fiscalisé à TPU.

⁶⁹ Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique.

⁷⁰ 2.56% contre 3.74% en 2007 et 2.3% contre 3.81% en 2006 (en % de charges de fonctionnement).

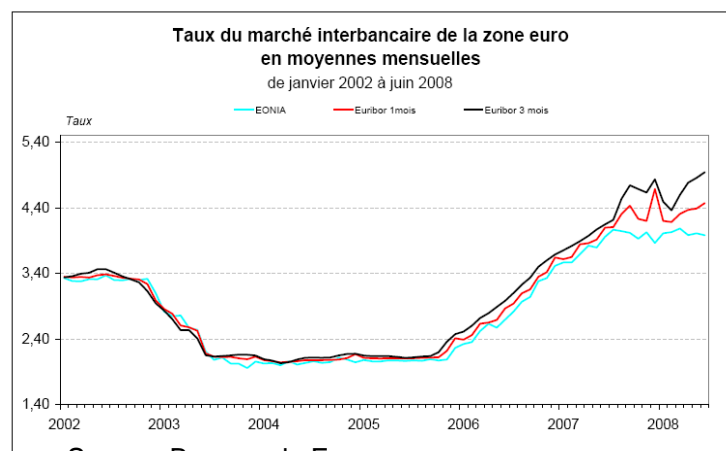


La part de capital qui sera remboursée par la ville en 2008 par prêteur traduit de par sa diversité une mise en concurrence régulière et génératrice d'économies pour la ville.

Nous noterons également la réalisation de nombreuses opérations de renégociations concernant plusieurs établissements bancaires en 2005.

Compte tenu des marchés et de la structure de la dette actuelle de la ville, il serait intéressant pour la ville de diminuer la part d'euribor dans son encours et de privilégier des solutions TAG/TAM ou de privilégier des euribor de plus petite maturité. Nous relèverons la présence de trois emprunts de l'encours qui sont indexés sur du TAM ce qui permet ainsi de minorer les charges financières.

L'examen de la dette consolidée du budget met en exergue le remboursement progressif des emprunts conclus pour financer les budgets annexes. L'extinction de la dette (et la diminution des des intérêts en résultant) interviendra en 2008 pour l'emprunt conclu pour le budget annexe de la location de salles, et pour cinq des huit emprunts conclus pour le budget Assainissement.



Source: Banque de France

<http://www.banquefrance.fr>

Nous remarquerons l'existence de deux « périodes concernant les années qui font l'objet de l'étude. 1/ Un marché bancaire attractif : Le capital emprunté génèrait donc de « faibles charges financières du fait des marchés financiers entre 2003/2005.

2/ Un recours à l'emprunt plus « coûteux » : Les exercices 2006/2007 sont marqués par une augmentation des taux courts, à taux variable du type Euribor.

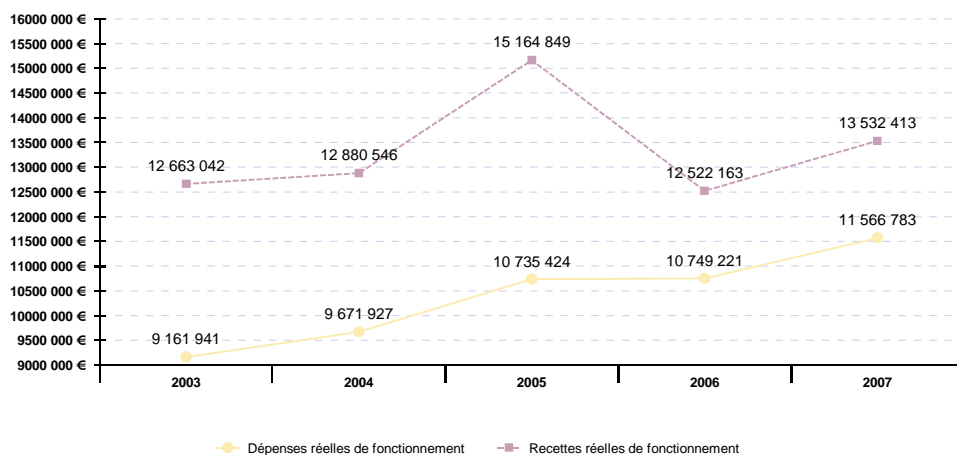
Par ailleurs nous attirons l'attention de la ville qu'elle a souscrit des options à taux fixe avec des barrières⁷¹. Pour ce type d'emprunt, le dépassement « de la barrière »⁷² fixée contractuellement entraîne l'application d'un autre taux et ce qui au final peut/pourrait augmenter les charges financières⁷³. En l'espèce pour la ville le taux fixe « bonifié » au regard de cette barrière, se voit remplacé par un autre taux.

Par exemple, le contrat n° 5142 applique, à certain es conditions, l'Euribor 12 mois et non plus le taux de 3.65% si l'euribor 12 mois atteint ou dépasse 5,20% pendant les cinq premières années du contrat.

Les charges exceptionnelles varient entre 6 k€ en 2007 et 213 k€ en 2005. Le montant exceptionnel du chapitre 67 en 2005 est du au versement de subventions à hauteur de 172 k€ (compte 6741 et 6745). Néanmoins, l'application de la nouvelle réglementation comptable en la matière permet depuis l'exercice 2006 « d'imputer désormais » les subventions d'équipement en section d'investissement.

III.1.3. Les niveaux d'Épargne et Endettement

Pour apprécier le niveau d'épargne de façon consolidée dégagée par la collectivité c'est-à-dire par le budget principal de la ville, et l'ensemble des budgets annexes nous avons retraité certains flux reliant le budget principal avec les budgets annexes⁷⁴.



montants en euros
 Copyright © Sage Loan

⁷¹ Les emprunts n°5142, 5144, 5147, 5152 et 5153.

⁷² Il s'agit par exemple d'un niveau de taux, de cotation pour l'Euribor.

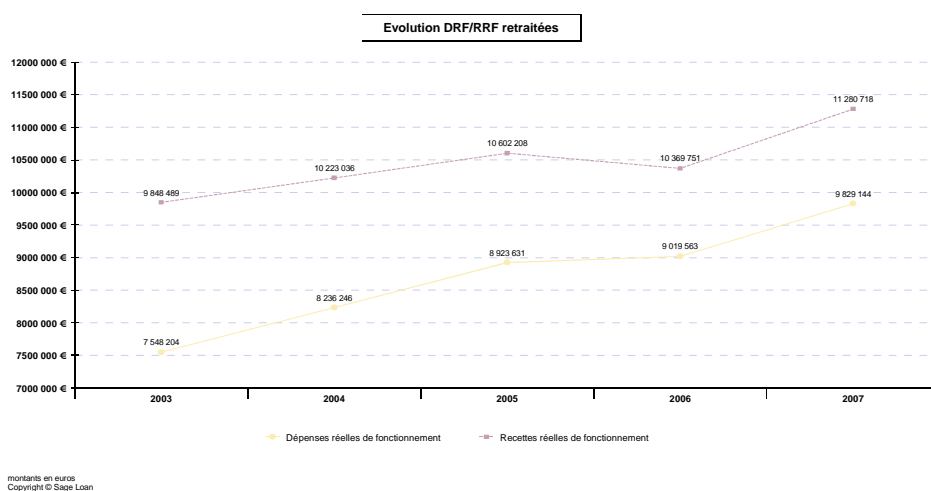
⁷³ Surtout au regard de la nature des barrières (sur euribor) et des marchés financiers.

⁷⁴ Nous n'avons ainsi pas comptabilisé dans l'analyse les écritures retracées dans les comptes 6521, 7084 et 7551 du budget principal (ville).

En écartant 2005⁷⁵ du fait de l'importance des produits exceptionnels⁷⁶, nous observons une diminution structurelle de l'épargne en comparant les exercices 2006 et 2007 avec les exercices 2003 et 2004.

✓ Niveau et évolution générale

Niveau et positionnement de la ville: les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de façon considérable sur la période 2003 2007. Les courbes ci après visent à mettre en exergue le différentiel généré par les différences entre les dépenses et les recettes réelles de fonctionnement. Seules les écritures d'ordre sont écartées de par leur nature. Si les évolutions des courbes sont globalement parallèles, une diminution du solde peut être observée entre 2003 et 2007.



L'épargne brute met en évidence les capacités de la ville à rembourser sa dette et à autofinancer ses investissements. En l'espèce, la période 2003/2007 met en évidence une diminution des « moyens » de la ville. Ainsi, compte tenu notamment des cessions d'immobilisations en 2004 (394 k€) et 2005 (351 k€) et 2007 (549 k€), des marchés financiers, du dynamisme des droits de mutation il est possible de conclure à une réduction des marges de manœuvre du budget principal de la ville.

Epargnes

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
EPARGNES					
recettes réelles de fonct. (hors 77)	9 825 893	10 133 954	10 887 822	11 111 412	11 403 472
dépenses réelles de fonct. (hors 67)	7 751 822	8 302 133	8 384 170	9 153 366	10 166 727
Epargne de gestion courante	2 074 071	1 831 822	2 503 652	1 958 046	1 236 745
produits exceptionnels	323 696	487 274	484 986	97 440	694 576
charges exceptionnelles	12 989	184 993	213 351	56 086	6 202
Epargne de gestion	2 384 778	2 134 102	2 775 287	1 999 400	1 925 119
intérêts courus	308 783	303 275	332 498	260 266	328 713
Epargne brute	2 075 995	1 830 828	2 442 789	1 739 134	1 596 406
amortissement (hors RA)	1 007 024	1 070 991	1 018 983	1 047 169	1 193 871
Epargne nette	1 068 971	759 836	1 423 806	691 965	402 535

montants en euros
Copyright © Sage Loan

⁷⁵ Pour mémoire en 2005, la ville ne verse aucune somme aux différents budgets annexes mais elle perçoit côté recettes un excédent versé par un budget annexe (100k€) et des produits de cessions (351 k€).

⁷⁶ Avec principalement 1 175 k€ pour le Budget Annexe Triangle d'activités. 351 k€ de cession d'immobilisation pour le budget principal de la ville.

L'examen des différentes épargnes met en évidence une stabilisation⁷⁷ des charges financières autour de 330 k€ en 2005 et en 2007 et une augmentation de l'amortissement remboursé sur 2007. Le remboursement du capital emprunté va diminuer l'épargne nette mais il est plutôt positif car il permet à la ville de se désendetter.⁷⁸ L'épargne nette s'est ainsi stabilisée légèrement au dessus de 400 k€ en 2007. La période 2003/2007 montre également l'importance des produits exceptionnels qui permettent à la ville d'une part d'augmenter de façon conséquente ses épargnes (de gestion, brute et nette) les années 2004, 2005 et 2007 et d'être une alternative à d'autres modes de financement⁷⁹ de ses investissements.

Pour mémoire, en 2005 le taux d'épargne brute⁸⁰ des communes comparables⁸¹ était de 16.4 % en 2005 pour les communes de métropole, de 19,6% pour les communes de Rhône Alpes et de 17.1% pour les communes membres d'une CC à TPU⁸². En 2005, le taux était de 21% pour Ambérieu en Bugey, il n'est plus que de 13% en 2007.

	2003	2004	2005	2006	2007	
Total des produits de fonctionnement	848	898	986	939	1020	
Total des charges de fonctionnement	713	802	805	823	967	
Résultat comptable de la ville d'Ambérieu en Bugey (RC)	135	96	181	116	53	581,00
Epargne en %	15,92%	10,69%	18,36%	12,35%	5,20%	12,50%
Résultat comptable de Belley	166	135	183	234	216	934,00
Résultat comptable de Bellegarde sur Valserine	240	164	67	194	346	1011,00
Résultat comptable de Castanet Tolosan	62	3	-6	132	38	229,00
Résultat comptable de Gaillac	169	237	213	187	145	951,00
Résultat comptable de Ramonville Saint Agne	144	143	128	140	117	672,00
Ecart toujours favorable	74	29	-116	-40	130	

*Source de la Comparaison Nationale: Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Communes de 10 000 à 20 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé à TPU. Budgets Principaux.

⁷⁷ Nous noterons la forte diminution des intérêts financiers en 2006 suite aux opérations de gestion active de la dette du service finances.

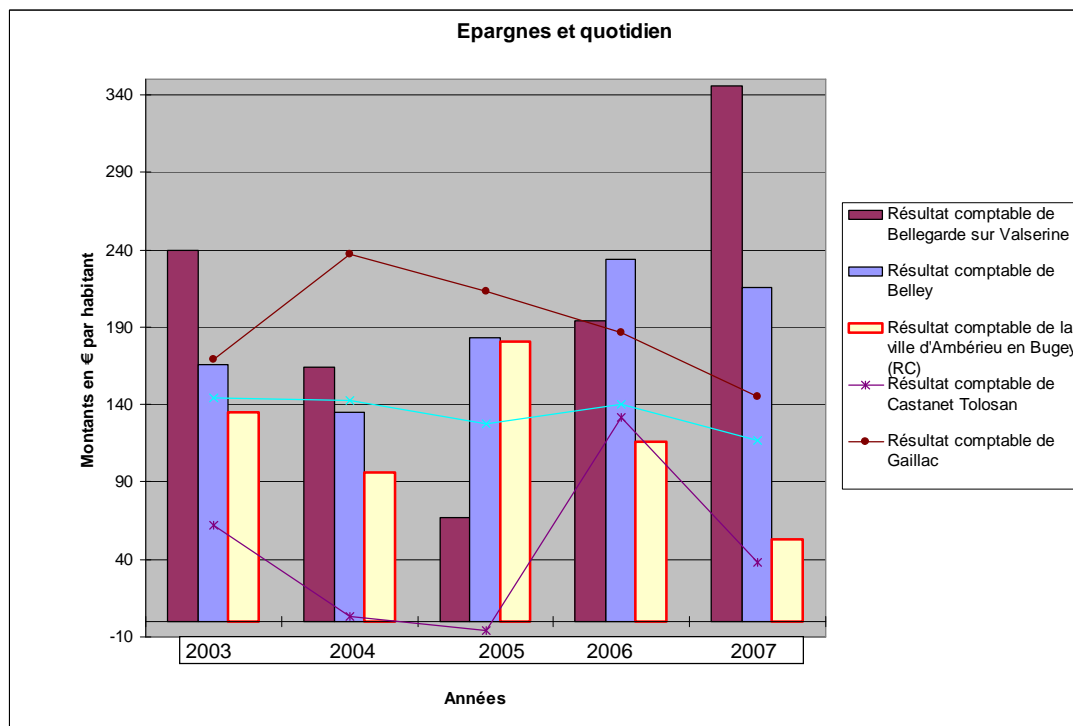
⁷⁸ Il est d'autant plus nécessaire que dans le même temps la ville a augmenté son encours de dette.

⁷⁹ Les cessions évitent (sauf à diminuer les montants de dépenses d'investissement) d'augmenter les taux des impôts locaux ou de recourir à l'emprunt (sauf à diminuer les montants de dépenses d'investissement).

⁸⁰ Il s'agit de l'épargne brute « ramenée » aux recettes réelles de fonctionnement.

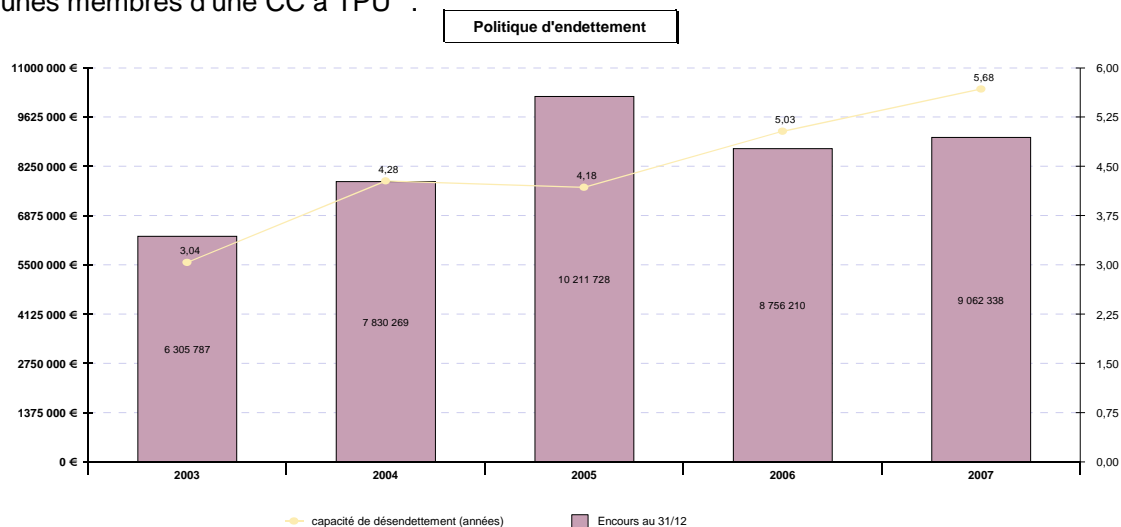
⁸¹ Il s'agit des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

⁸² Source : Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2005, Collection Statistiques et finances locales, DGCL, Ministère de l'intérieur et des collectivités locales, Octobre 2007.



✓ Epargne et endettement

La capacité de désendettement exprime le nombre d'années d'épargne brute nécessaire pour rembourser l'ensemble de la dette. En l'espèce le ratio de la ville se situe au niveau de la moyenne de la strate. Pour mémoire, en 2005 il était de 4,5 années en 2005 pour les communes de métropole, de 3,4 années pour les communes de Rhône Alpes et de 5,4 années pour les communes membres d'une CC à TPU⁸³.



montants en euros
Copyright © Sage Loan

⁸³ Source : Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2005, Collection Statistiques et finances locales, DGCL, Ministère de l'intérieur et des collectivités locales, Octobre 2007.

En termes d'endettement, nous relèverons globalement que la situation de la ville n'est pas inquiétante mais elle a toutefois été moins vertueuse que les collectivités de l'échantillon.

Endettement au 31/12	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution
Encours de la dette de la ville d'Ambérieu en Bugey (1)	529	624	704	734	760	231
<i>Encours de la dette de la moyenne de la strate* (2)</i>	885	895	905	906	931	46
Encours de la dette de la ville de Belley	632	568	521	472	492	-140
Encours de la dette de la ville de Bellegarde sur Valserine	1653	1614	1628	1668	1511	-142
Encours de la dette de la ville de Castanet-Tolosan	796	822	877	946	997	201
Encours de la dette de la ville de Gaillac	1113	1069	1112	1062	1058	-55
Encours de la dette de la ville de Ramonville Saint Agne	894	788	726	746	793	-101
Un solde qui reste "favorable" mais suit une augmentation supérieure à celle des autres collectivités sur la période (2) - (1)	-356	-271	-201	-172	-171	185
<i>Encours non consolidé (Budget principal seul) de la dette de la ville d'Ambérieu en Bugey</i>						

*Source de la Comparaison Nationale: Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Communes de 10 000 à 20 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé à TPU. Budgets Principaux.

L'épargne nette de la ville se situe au niveau des autres communes, néanmoins nous attirons l'attention de la ville sur la part importante de l'épargne sur la période rétrospective générée par l'exercice 2005⁸⁴ et sur la dégradation de l'épargne nette en 2007.

	2003	2004	2005	2006	2007	TOTAL EN € par habitant
Epargne Nette des autres communes	28	44	53	53	54,00	232
Epargne nette d'Ambérieu en Bugey	76	33	121	58	-12	276
Epargne Nette de Belley	118,00	95,00	167,00	221,00	203,00	804
Epargne Nette de Bellegarde sur Valserine	105,00	24,00	-84,00	-239,00	164,00	-30
Epargne Nette de Castanet Tolosan	15,00	-42,00	-42,00	19,00	6,00	-44
Epargne Nette de Gaillac	53	120	106	76	24	379
Epargne Nette de Ramonville Saint Agne	52	25	68	82	59	286

*Source de la Comparaison Nationale: Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Communes de 10 000 à 20 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé à TPU. Budgets Principaux.

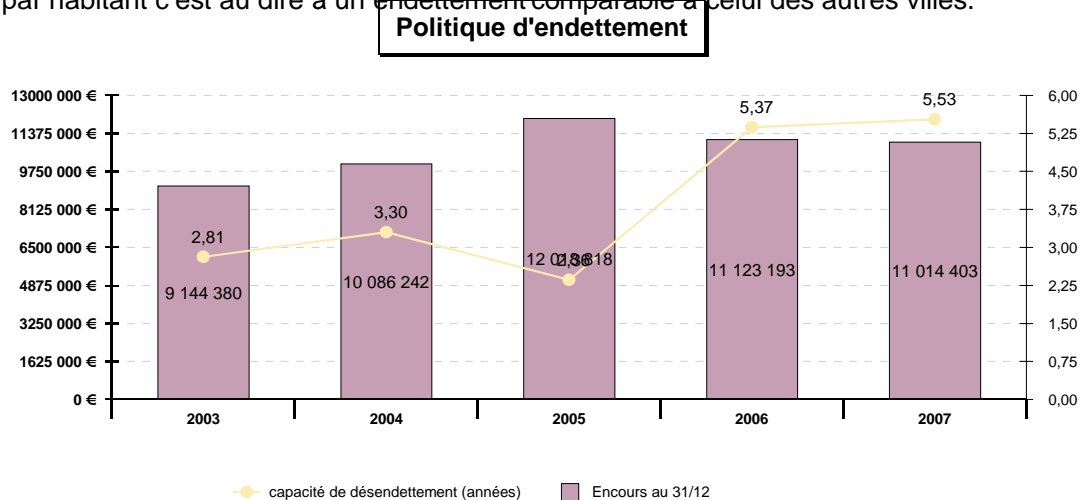
Le tableau ci dessous présente l'endettement⁸⁵ du budget principal de la ville ; Pour mémoire il est légèrement supérieur aux autres communes puisqu'au 31/12/2007 il était de 751 € par habitant contre 931 € pour les communes comparables⁸⁶. La ville se désendette comme les autres villes comparables puisqu'elle rembourse autant de capital que les autres communes (100 contre 99 €).

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
ANNUITE					
amortissements de l'exercice	1 007 024	1 070 991	1 018 983	1 047 169	1 193 871
intérêts	308 783	293 631	326 110	260 266	328 713
Annuité	1 315 807	1 364 622	1 345 093	1 307 435	1 522 584
Annuité hors RA	1 315 807	1 364 622	1 345 093	1 307 435	1 522 584
TABLEAU D'EXTINCTION DE LA DETTE					
Encours au 01/01	6 812 811	6 490 261	7 439 792	8 399 488	8 756 209
amortissement hors RA	1 007 024	1 070 991	1 018 983	1 047 169	1 193 871
remboursements anticipés			1 840 819		
emprunts contractés	500 000	2 205 000	1 950 100	1 403 890	1 500 000
Encours au 31/12	6 305 787	7 830 269	10 211 728	8 756 209	9 062 338
Flux net de la dette	-507 024	1 340 009	2 771 936	356 721	306 129
Endettement par habitant au 31/12	523	649	847	726	751

A ce jour compte tenu de l'emprunt de 1 000 000 d'euros déjà souscrit pour financer les reports, et du remboursement sur 2008 du capital déjà emprunté auparavant l'endettement au 31/12/2008 pour le budget principal (seul) serait de 8 953 808 € soit de 742 € par habitant⁸⁷ si la commune ne souscrit pas d'autres emprunts. La différence avec la moyenne de la strate (931-742) est de 189 € par habitant soit un emprunt de 2 279 k€ pour arriver à un stock de dette de 11 229 k€.

✓ Consolidation de l'épargne et de l'endettement (budgets principal et annexes)

Nous remarquerons qu'en consolidant la dette des différents budgets la ville arrivait au 31/12/2007 à 913 € par habitant c'est au dire à un endettement comparable à celui des autres villes.



montants en euros
Copyright © Sage Loan

⁸⁴ Pour mémoire en 2005, la ville ne verse aucune somme aux différents budgets annexes mais elle perçoit côté recettes un excédent versé par un budget annexe (100k€) et des produits de cessions (351 k€).

⁸⁵ Pour mémoire RA signifie Remboursement par anticipation et nous avons exclu 206 000 € du compte pour l'année 2004 du fait de la spécificité de l'opération et du caractère discutable de l'imputation comptable employée.

⁸⁶ Source : les comptes des communes (précité).

⁸⁷ Sur la base de la population DGF., c'est-à-dire de 12 062 habitants.

Epargnes

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
EPARGNES					
recettes réelles de fonct. (hors 77)	12 627 751	12 778 035	12 821 856	13 244 698	13 652 979
dépenses réelles de fonct. (hors 67)	9 088 060	9 581 071	10 214 261	10 886 417	11 899 233
Epargne de gestion courante	3 539 691	3 196 964	2 607 595	2 358 281	1 753 747
produits exceptionnels	336 391	500 703	3 113 593	116 565	696 764
charges exceptionnelles	190 950	226 952	218 640	93 816	11 366
Epargne de gestion	3 685 133	3 470 715	5 502 548	2 381 030	2 439 145
intérêts courus	434 640	414 507	409 166	309 821	446 408
Epargne brute	3 250 492	3 056 208	5 093 382	2 071 209	1 992 737
amortissement (hors RA)	1 444 324	1 564 007	1 440 820	1 263 178	1 430 871
Epargne nette	1 806 169	1 492 201	3 652 562	808 032	561 865

montants en euros
Copyright © Sage Loan

La consolidation des différents budgets met en exergue la diminution de l'épargne nette et la place importante jouée par les produits exceptionnels sur la période rétrospective.

✓ Investissement et synthèse

Sur la période 2003/2007 la ville a investi 1466 € par habitant contre 1457 € par habitant pour les communes comparables.⁸⁸ Cette politique d'investissement a pu être menée précédemment avec une augmentation modérée des charges financières⁸⁹. La ville devra tenir compte de la diminution de son épargne de gestion courante du fait de dépenses de fonctionnement plus dynamiques que les recettes. Elle devra ainsi ajuster ses investissements avec ces « nouveaux moyens » en recherchant des solutions de financement « externe » et avec une programmation « optimisée » de la réalisation de ses équipements dans le mandat.

INVESTISSEMENT	2003	2004	2005	2006	2007	TOTAL
Dépenses d'équipement réalisés par la ville d'Ambérieu en Bugey (1)	270	271	278	367	280	1 466
Dépenses d'équipement réalisés par la moyenne de la strate* (2)	243	269	283	314	348	1 457
Dépenses d'équipement réalisés par la ville de Belley	323	369	278	236	304	1 510
Dépenses d'équipement réalisés par la ville de Bellegarde sur Valserine	252	250	355	473	657	1 987
Dépenses d'équipement réalisés par la ville de Castanet-Tolosan	74	177	179	206	476	1 112
Dépenses d'équipement réalisés par la ville de Gaillac	242	251	490	434	411	1 828
Dépenses d'équipement réalisés par la ville de Ramonville Saint Agne	104	192	293	270	400	1 259
Un volume d'investissement comparable sur la période (1) - (2).	27	2	-5	53	-68	9

*Source de la Comparaison Nationale: Les comptes des communes, © Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Communes de 10 000 à 20 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé à TPU. Budgets Principaux.

⁸⁸ Source Tableau des communes 2003 à 2007.

⁸⁹ Pour mémoire, le compte 66111 passe de 308 à 328 k€ entre 2003 et 2007.

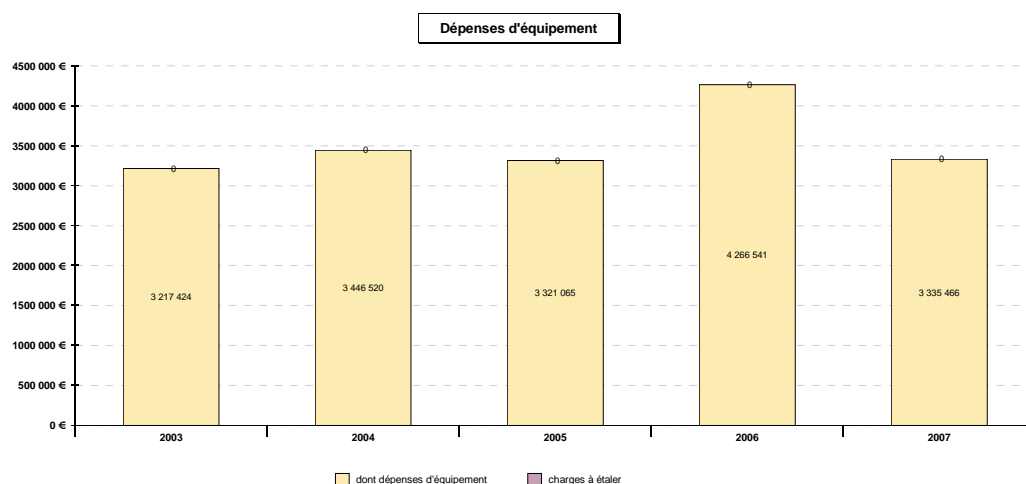
Les Tableaux de synthèse illustrent la politique d'investissement pour le budget principal.

Dépenses d'investissement

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne
Dépenses d'investissement						
16 - Emprunts et dettes assimilés		206 000				41 200
1641 - Emprunts et dettes	1 007 024	1 070 991	1 018 983	1 047 169	1 193 871	1 067 607
166 - Refinancement: Emprunts et dettes			1 812 222			362 444
20 - Immobilisations incorporelles	17 102	47 399	53 171	100 725	23 656	48 411
204 - Subventions d'équipement				420 081	213 011	126 618
205 - Concessions et droits similaires	33 565	8 566	17 694	6 330	7 439	14 719
21 - Immobilisations corporelles	497 750	557 176	473 138	273 983	273 908	415 191
211 - Terrains et bâtiments	165 222	677 787	312 354	206 863	261 348	324 715
2182 - Matériel de transport	6 315	99 688	33 958	86 347	386 362	122 534
23 - Immobilisations en cours	2 275 678	1 445 257	1 406 268	1 837 647	1 797 256	1 752 421
2312 - Terrains	221 793	610 646	1 024 482	1 334 565	372 487	712 795
27 - Autres immobilisations financières	35 000	164 099	301 000			159 218
Dépenses d'investissement total	4 259 448	4 887 610	6 453 270	5 313 709	4 825 327	5 147 873

montants en euros

Copyright © Sage Loan



montants en euros
Copyright © Sage Loan

Recettes d'investissement

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes d'investissement					
Divers	289 473	258 566			5 722
10 - Dotations, fonds divers	3 427	3 565			
10222 - FCTVA	269 816	374 980	449 324	499 316	410 763
10223 - TLE	84 390	101 111	95 331	195 483	160 865
13 - Subventions d'investissement	49 164	244 339	99 896	198 342	5 784
1313 - Subventions d'investissement (CG)		17 575	16 228		
134 - Fonds affectés à l'équipement	353 831	20 819	26 556	56 827	61 789
138 - Subventions d'investissement (NA)	47 425	73 764	294 718	382 442	85 890
16 - Emprunts et dettes assimilés		206 000			
1641 - Emprunts et dettes	500 000	2 205 000	1 950 000	1 403 890	1 500 000
166 - Refinancement: Emprunts et dettes			1 840 919		
27 - Autres immobilisations financières	295 990	111 346		9 147	225 990
Recettes d'investissement total	1 893 516	3 617 064	4 772 972	2 745 446	2 456 805

montants en euros

Copyright © Sage Loan

En retraitant l'autofinancement, les recettes d'investissement sont donc surtout composées d'emprunt.

III.1.4. Les budgets annexes

Les tableaux reproduisant les écritures sont reproduits avec au préalable quelques commentaires sur les postes et les aspects financiers les plus stratégiques. De manière générale nous attirons l'attention de la ville sur la nécessité de bien ajuster ses contributions budgétaires du budget principal aux budgets annexes en fonction des besoins financiers et budgétaires ainsi que de la réglementation en vigueur.

✓ Analyses

a) Assainissement

En matière de fonctionnement, les redevances constituent l'essentiel des recettes. Les dépenses sont composées d'achat et de services qui restent stables sur la période. Les charges financières augmentent de façon importante en 2007. Pour la section d'investissement l'essentiel des dépenses concerne la dette. Nous noterons côté recettes la conclusion d'un emprunt de 700 k€ en 2006 et 37 k€ de recettes provenant sur le FCTVA entre 2005 et 2007.

b) Location de salles et de bâtiments industriels, Transports de personnes

Le budget annexe de transport de personnes se résume essentiellement

- pour les dépenses au coût du transport qui augmente fortement puisqu'il passe de 124 k€ en 2003 à 256 k€ en 2007
- pour les recettes à la contribution de la ville qui équilibre ce budget et constitue de très loin la principale ressource.

Le Budget annexe de la location de salles retrace les coûts de ces équipements. Les dépenses diminuent sur la période du fait essentiellement d'une baisse du personnel affecté par la ville ainsi que de la baisse des dépenses d'entretien des bâtiments. En investissement les dépenses d'équipement sont peu importantes et la dette sera complètement remboursée au cours de l'exercice 2008.

Le revenu des immeubles du budget annexe « bâtiments industriels » équivaut à la somme reversée à la ville. En termes de flux financiers, les coûts sont couverts par les remboursements de frais. Nous attirons à nouveau l'attention de la ville d'Ambérieu en Bugey sur la nécessité de s'assurer que le reversement⁹⁰ de l'excédent du budget annexe de location de bâtiments industriels au budget principal respecte bien la réglementation⁹¹. Le remboursement de la dette constitue l'essentiel des dépenses d'investissement.

⁹⁰ Il est de 100 000€ par an depuis 2005 en 6522.

⁹¹ Cf. circulaire du 03/01/2003 relative à l'appréciation du déficit du compte administratif et de l'équilibre du Budget, NOR/LBL/B/03/10001/C.

c) Autres Zones, Triangle d'activités et Pragnat 2

Les écritures du budget annexe Triangle d'activités se résume aux achats et variation de stock et aux ventes de produits. Les flux sont peu importants de 2003 à 2007.

La diminution des écritures sur les Budget Autres Zones et Pragnat 2 témoignent de la « fin » prochaine de ces derniers.

d) Maison Petite Enfance

Ce budget annexe présente un solde d'exécution de la section de fonctionnement déficitaire surtout en retraitant la subvention versée par le budget principal. La part financée par la ville pour équilibrer ce budget est toutefois beaucoup plus importante en 2007. En 2003 le besoin financier était de 17,9 k€ contre 333 k€⁹² au titre de l'exercice 2007.

✓ Tableaux de synthèse

Balance de fonctionnement Bâtiments industriels

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
0126215 - Personnel affecté par la ville					
60 - Achats et variation de stocks	188	125	222	151	106
60612 - Fourn. Non Stock. Energie Electricité	13 429	13 324	10 204	9 769	11 093
60613 - Chauffage Gaz					
61 - Services extérieurs					43
61522 - Entretien de bâtiments	205	205	255	221	
61558 - Entretien autres biens mobiliers		22	64	9	
62 - Autres services extérieurs					
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	1 600				3 649
64 - Charges de personnel					
65 - Autres charges de gestion					
6522 - Reversements Excédents BA au B.PPAL			100 000	100 000	100 000
655 - Contingents obligatoires					
657 - Subventions					
66 - Charges financières	10 055	5 888	2 154	93	347
67 - Charges exceptionnelles		1 370			
Dépenses de fonctionnement total	25 477	20 937	112 898	110 243	115 238
Recettes de fonctionnement					
Divers					
70 - Ventes de produits					
70878 - Remboursements de frais	16 716	13 176	10 023	12 190	10 924
73 - Impôts et taxes					
74 - Dotations, subventions					
75 - Autres produits de gestion					
752 - Revenu des immeubles	83 357	81 122	91 905	93 547	99 777
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels	656	882	473		
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges					
Recettes de fonctionnement total	100 729	95 180	102 401	105 739	110 701

⁹² Somme recalculée.

Balance de fonctionnement Maison Petite Enfance

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
012 - Charges de personnel (ext:6215)	130 100	227 400	493 200	569 000	611 050
60 - Achats et variation de stocks	1 086	1 863	3 845	3 432	3 048
60612 - Fourn Non Stockable Energie Electricité		1 594	16 672	14 461	11 501
60623 - Alimentation	63	2 443	7 170	10 445	9 934
60631 - Fournitures d'entretien	514	2 987	5 172	4 416	5 674
60632 - Fournitures de petit équipement	748	9 767	6 188	6 936	7 675
61 - Services extérieurs	1 447	6 346	2 427	2 241	605
61522 - Entretien de bâtiments		389	6 055	2 277	3 464
61551 - Entretien de matériel roulant					
61558 - Entretien autres biens mobiliers	11	745	1 326	3 709	2 075
6156 - Maintenance	78	203	1 347	2 574	2 141
62 - Autres services extérieurs	1 035	2 011	1 949	7 075	2 418
6226 - Honoraires	1 611	1 066	1 719	280	6 395
6262 - Frais de télécommunication	821	1 368	2 404	1 474	2 069
63 - Impôts, taxes et versements assimilés			131	1 130	
65 - Autres charges de gestion	23	23	46	16	73
6521 - Déficit Budgets Annexes (SPA)					
66 - Charges financières		31 542	29 844	29 414	26 250
67 - Charges exceptionnelles	23		838	35 445	23
Dépenses de fonctionnement total	137 559	289 746	580 333	694 326	694 394
Recettes de fonctionnement					
Divers					
013 - Atténuations de charges (RH)					
70 - Ventes de produits					
7066 - Prestations de services (creches, colc	23 921	37 861	105 621	119 132	118 415
73 - Impôts et taxes				86 100	43 050
74 - Dotations, subventions	17 922	85 215	458 471	303 558	229 976
7474 - Subventions, participations (commune	95 742	175 840		43 437	197 382
75 - Autres produits de gestion	27	46		46	193
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels	71	26	235		2 172
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges					
Recettes de fonctionnement total	137 682	298 988	564 327	552 273	591 189

Balance de fonctionnement Triangle d'Activités

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
60 - Achats et variation de stocks		23 931	7 932		
6045 - Achats études Prestations de services (t		4 345			
605 - Achats de matériel, équipement et trav	6 263	12 369	747	21 043	10 677
61 - Services extérieurs	30 490	15 245	15 245	15 245	
66 - Charges financières	18 146	13 431	7 435	2 113	2 368
67 - Charges exceptionnelles					
Dépenses de fonctionnement total	54 899	69 322	31 359	38 401	13 045
Recettes de fonctionnement					
Divers					
70 - Ventes de produits					
7015 - Ventes de terrains aménagés	178 664	58 101	239 341	52 487	28 746
74 - Dotations subventions et participations					
7478 - Dotations Subventions participations	1 524	1 524	1 524	1 525	1 525
75 - Autres produits de gestion					
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels	5 031		1 175 958		
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges					
Recettes de fonctionnement total	185 219	59 625	1 416 824	54 011	30 272

Balance de fonctionnement Pragnat 2

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
011 - Charges à caractère général					33 846
012 - Charges de personnel et frais					
014 - Atténuation de produit					
6015 - Terrains à aménager			50 714	18 987	
6045 - Achats d'Etudes, de prestations de servi			195 923	3 029	
67 - Charges exceptionnelles					
Dépenses de fonctionnement total			246 637	22 016	33 846
Recettes de fonctionnement					
Divers					
013 - Atténuation de charges					
70 - Ventes de produits					
7015 - Ventes de terrains aménagés					211 329
77 - Produits exceptionnels					
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges					
Recettes de fonctionnement total					211 331

Balance de fonctionnement Autres Zones

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
60 - Achats et variation de stocks		28 937	6 212		
6045 - Achats études Prestations de services (t		1 558		2 700	
605 - Achats de matériel, équipement et trav	269 595	38 349	11 950	1 400	
66 - Charges financières	13 803	10 261	5 785	1 812	2 030
67 - Charges exceptionnelles					
Dépenses de fonctionnement total	283 398	79 105	23 947	5 912	2 031
Recettes de fonctionnement					
Divers					
70 - Ventes de produits					
7015 - Ventes de terrains aménagés	904 926	875 493	149 344		62 396
75 - Autres produits de gestion	429	427	426	425	428
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels		2 210	1 450 775		
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges					
Recettes de fonctionnement total	905 355	878 130	1 600 545	425	62 824

Balance de fonctionnement Assainissement

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
012 - Charges de personnel					
0126218 - Autres personnels extérieur	25 500	25 473	26 700	24 300	22 000
60 - Achats	46			41	
604 - Achats d'études, prestations de service	321 044	416 614	344 834	323 732	338 497
6061 - Fourniture non stockable eau électrique	333	197	211	726	746
61 - Services produits			618		
611 - Sous traitance	80 000	36 635	41 251	43 053	42 721
615 - Entretien et réparation	36 157	31 094	42 939	43 535	38 289
62 - Autres services extérieurs	292		1 296		
63 - Impôts et taxes					
64 - Personnel					
65 - Autres charges de gestion courantes		3 567	8 038	235	
66 - Charges financières	44 401	40 500	33 409	25 585	66 050
67 - Charges exceptionnelles	177 938	40 589	4 452	2 236	5 141
68 - Dotations aux amortissements	64 522	64 593	64 429	59 680	59 680
Dépenses de fonctionnement total	750 233	659 262	568 175	523 124	573 123
Recettes de fonctionnement					
Divers		10 374		5 031	9 634
70 - Ventes de produits	6 986	2 790	11 896	4 561	
704 - Travaux	3 169	3 851	5 786		
7061 - Redevances d'assainissement	946 977	825 688	726 653	858 350	594 367
7062 - Redevances d'assainissement non collectif			26 334	32 271	29 600
71 - Production stockée					
72 - Production immobilisée					
74 - Subventions d'exploitation					
75 - Autres produits de gestion courante					
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels	4 802	6 851	16	2 088	16
78 - Reprises sur amortissements et provisions					
Recettes de fonctionnement total	961 934	849 554	770 684	902 302	633 617

Balance de fonctionnement Transports de personnes

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
60 - Achats et variation de stocks					
60632 - Achats non stockés (transport intra-ur		546	4 605	1 136	
61 - Services extérieurs					
62 - Autres services extérieurs	992	1 380	5 626		1 189
6248 - Transports Divers	124 603	125 544	142 106	252 699	256 985
67 - Charges exceptionnelles				49	
Dépenses de fonctionnement total	125 595	127 470	152 336	253 885	258 174
Recettes de fonctionnement					
Divers					
70 - Ventes de produits					7 623
7061 - Transport de personnes	9 794	11 563	10 894	15 330	12 236
73 - Impôts et taxes					
74 - Dotations, subventions					
7474 - Charges et produits liés aux marchés	100 798	102 670	762	135 073	220 653
75 - Autres produits de gestion					
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels	2 022	3 107		16 927	
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges					
Recettes de fonctionnement total	112 614	117 340	11 656	167 330	240 512

Balance de fonctionnement Location de salles

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement					
Divers					
0126215 - Personnel affecté par la ville	124 000	123 348	126 200	120 000	62 600
60 - Achats et variation de stocks	50 542	31 307	41 197	45 123	35 047
60612 - Fourn. Non Stock. Energie Electricité	27 202	29 491	25 388	24 050	28 969
61 - Services extérieurs	1 070	35	60		136
61522 - Entretien de bâtiments	68 706	38 364	48 067	27 854	39 146
61558 - Entretien autres biens mobiliers	8 819	14 723	5 416	12 789	10 129
62 - Autres services extérieurs	2 408	2 372	2 446	2 148	23 138
63 - Impôts, taxes et versements assimilés (C	5 219	5 471	5 773	5 989	6 168
64 - Charges de personnel					
65 - Autres charges de gestion		778			
6522 - Reversement Excédent au Budget PPAL					
655 - Contingents obligatoires					
66 - Charges financières	13 133	8 542	5 989	3 479	2 132
67 - Charges exceptionnelles					
Dépenses de fonctionnement total	301 099	254 431	260 536	241 433	207 468
Recettes de fonctionnement					
Divers					
70 - Ventes de produits					
70878 - Remboursement de frais autres redevable					
74 - Dotations Subventions					
7474 - Subventions Participations (commune	329 464	266 721		272 641	254 463
75 - Autres produits de gestion	255	226	853	88	522
752 - Revenu des immeubles	81 187	91 392	94 202	97 493	116 264
76 - Produits financiers					
77 - Produits exceptionnels	113	354	1 149	109	
775 - Produits des cessions d'immobilisations					
79 - Transferts de charges	3 483		2 841		
Recettes de fonctionnement total	414 502	358 693	99 045	370 331	371 249

Investissement Maison Petite Enfance

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses d'investissement					
Divers				1 008	
16 - Emprunts et dettes assimilés					
1641 - Emprunts et dettes		43 566	45 156	46 804	48 512
20 - Immobilisations incorporelles		1 972	2 837		
21 - Immobilisations corporelles	41 495	172 823	17 397	8 545	10 953
23 - Immobilisations en cours	304 102	1 090 635	6 025		8 524
Dépenses d'investissement total	345 597	1 308 996	71 415	56 357	67 990
Recettes d'investissement					
10 - Dotations, fonds divers					
10222 - FCTVA			47 112	61 942	4 065
13 - Subventions d'investissement		808 366	153 830	14 022	
1341 - Dotation Globale d'Equipement (DGE)		17 400	40 600		
16 - Emprunts et dettes assimilés					
1641 - Emprunts et dettes	850 000				
Recettes d'investissement total	850 000	825 766	241 542	75 964	4 065

Investissement Assainissement

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses d'investissement					
Divers	4 770	4 830	4 830	5 031	9 634
16 - Emprunts et dettes assimilés	153 674	164 354	333 035	118 313	135 368
21 - Immobilisations corporelles					
211 - Terrains et bâtiments					
23 - Immobilisations en cours	130 030	91 934	31 759	503 426	198 066
Dépenses d'investissement total	288 474	261 118	369 625	626 771	343 069
Recettes d'investissement					
Divers	64 522	64 592			59 680
10 - Dotations, fonds divers	120 001	9 974			
10222 - FCTVA			19 730	12 368	4 917
13 - Subventions d'investissement	3 605	12 046		2 580	15 294
16 - Emprunts et dettes assimilés	210 373	10 028	181 776	700 000	1 938
21 - Immobilisations corporelles					
23 - Immobilisations en cours					2 217
28 - Amortissements des immobilisations					
Recettes d'investissement total	398 501	96 640	201 506	714 948	84 047

Investissement Location de salles

LIBELLE	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses d'investissement					
Divers					
16 - Emprunts et dettes assimilés	87 746	91 321	41 075	22 935	24 242
20 - Immobilisations incorporelles					
21 - Immobilisations corporelles	14 291	3 505	15 954		16 659
211 - Terrains et bâtiments					
23 - Immobilisations en cours	21 141	18 416	7 756	574	17 489
237 - Travaux non éligibles au FCTVA					
26 - Participations et créances rattachées					
27 - Autres immobilisations financières					
Dépenses d'investissement total	123 178	113 242	64 785	23 509	58 389
Recettes d'investissement					
Divers					
10 - Dotations, fonds divers	88 491	7 700			
13 - Subventions d'investissement					
16 - Emprunts et dettes assimilés					
26 - Participations et créances rattachées					
27 - Autres immobilisations financières					
Recettes d'investissement total	88 491	7 700			

IV. L'ANALYSE PROSPECTIVE

IV.1.1. Les hypothèses retenues

✓ Hypothèses générales

La prospective tient compte pour 2008 du CA prévisionnel et des indications fournies par les services pour évaluer au mieux les dépenses et recettes 2008. Concernant les exercices ultérieurs nous vous proposons ci après les principales hypothèses formulées en tenant compte des tendances rétrospectives et de la prudence nécessitée par ce type d'exercice. **Ces prospectives ont été équilibrées par l'emprunt avec des taux fixes à 5,1 sur 20 ans avec un différé d'amortissement d'un an.** Aucune cession n'a été intégrée dans les différentes prospectives du budget principal du fait de l'absence de patrimoine cessible contrairement à la période précédente mis à part pour l'exercice 2008.

IV.1.2. Les recettes de fonctionnement du budget principal

- Le budget principal

Les hypothèses communes à toutes les simulations sont précisées dans le tableau ci après. Nous avons réalisé trois prospectives différentes. La première n'intègre aucune hausse d'impôts. La deuxième incorpore une hausse d'impôts de + 12% sur les trois impôts locaux de façon proportionnelle en 2009. La troisième incorpore deux hausses d'impôts de + 8% en 2009 et de +8% en 2010.

Les concours financiers de l'Etat

Le contexte économique et financier actuel a un impact fort sur les hypothèses retenues dans la prospective pour la ville d'Ambérieu en Bugey. La DGF et la DSU sont issues de l'enveloppe normée. Les évolutions de ces deux dotations d'Etat doivent donc être extrêmement prudentes.

La dotation de solidarité urbaine :

Il faut tout d'abord souligner que 715 villes ont bénéficié de la DSU sur les 915 communes de plus de 10 000 habitants en 2008⁹³. Ce nombre important de bénéficiaires en 2008 traduit également l'augmentation de l'effort financier de l'Etat au titre de la péréquation (978 M€ en 2008 contre 894 M€ en 2007).

La prospective table donc sur une évolution très modérée de la DSU du fait des incertitudes pesant sur le futur de cette dotation et ses critères de calcul. Une réforme de la DSU est actuellement envisagée puisque « *Le 8 février dernier, le Président de la République a confié au Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales la mission de réformer les dotations en faveur des villes pauvres. Il a souhaité que ce projet de réforme puisse aboutir à des propositions concrètes avant l'été 2008, pour être traduit dans le projet de loi de finances pour 2009* »⁹⁴. Le procès verbal de la séance du comité de finances locales du 1^{er} juillet 2008 précise que deux scénarii sont actuellement envisagés et consistent à :

- créer une nouvelle dotation qui serait soit incluse dans la DSU ou soit identifiée et « contractualisée » afin de renforcer le « soutien en faveur de quartiers en difficulté »,
- réformer la DSU par trois mesures⁹⁵ afin d'accroître la « solidarité financière envers les communes pauvres ».

Ainsi « *cette dotation de solidarité pourrait être accordée à une ville sur deux [...] (au lieu de) 3 villes de plus de 10 000 habitants sur 4* »⁹⁶.

Ces objectifs et les pistes de réformes envisagées pourraient se traduire pour la ville par une perte de ressources ou un dynamisme faible de cette recette.

La dotation globale de fonctionnement :

Du fait de la nature des critères exposés précédemment, la ville a donc l'assurance de percevoir cette dotation (à réglementation constante). Par contre la progression de la DGF restera très faible puisque désormais le contrat de stabilité implique une progression des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales limitée à la seule inflation. Ainsi le complément garantie qui représentait 798 k€ en 2008 aura une progression nécessairement très faible puisqu'il ne progressera au maximum que de 25% du taux de progression de la DGF.

⁹³ Procès verbal de la séance du 1^{er} juillet 2008 du Comité des Finances Locales (C.F.L.),

http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/le_cfl/compte_rendus_des_re/2008/cfl____seance_du_1er/view

⁹⁴ Cf. Note de bas de page précédente.

⁹⁵ Il s'agit de « *la suppression du critère du logement social dans la répartition de la DSU la limitation du poids des zonages prioritaires, la concentration de l'éligibilité à la DSU sur les communes les plus en difficulté* ». Séance du 1/07/08 du C.F.L précitée.

⁹⁶ Procès verbal de la séance du 1^{er} juillet 2008 du Comité des Finances Locales (C.F.L.).

Le total cumulé de ces deux recettes est caractérisé par un faible dynamisme qui s'explique par le caractère nécessairement limité du volume des crédits redistribués par l'Etat ainsi que par l'incertitude concernant le contenu et la date de l'entrée en vigueur de la « nouvelle » DSU.

Il en résulte donc une prévision de croissance de cette recette de 1% dans la prospective. Il en est de même pour la Dotation globale de fonctionnement. **Ces hypothèses traduisent une prudence modérée.**

[Les liens entre la ville et l'intercommunalité](#)

Ambérieu en Bugey perçoit de la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain la dotation de solidarité communautaire et l'attribution de compensation.

Ces deux recettes représentent donc une part non négligeable du budget qui ne devrait pas évoluer dans le futur de façon dynamique. **Nous attirons l'attention de la ville sur le fait que La dotation de solidarité communautaire est facultative. Il est donc toujours possible que les volumes répartis ou les critères de répartition utilisés pour ce faire soient remis en cause⁹⁷** par la communauté de communes. **Nous les avons bloqués sans les diminuer dans la prospective.**

- Le budget principal et les budgets annexes

Les hypothèses de la ville pour 2008 ainsi que celles retenues pour la prospective :

		2008	2008
6521	SUBV.EQUILIBRE 2008- TRANSPORT	252 409,29	
6521	ESTIMATION DEFICIT 2007 - TRANSPORT	238 314,47	490 723,76
6521	SUBV.EQUILIBRE 2008/ESPACE 1500	277 455,00	
6521	ESTIMATION DEFICIT 2007 ESPACE 1500	197 875,25	475 330,25
6521	SUBV.EQUILIBRE 2008/M.P.E.	251 968,00	
6521	ESTIMATION DEFICIT 2007 - M.P.E.	314 905,99	566 873,99
DEFICIT BUDGETS ANNEXES		1 532 928,00	1 532 928,00

Budgets annexes

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Transport de personnes								
7474 - Charges et produits liés aux marchés	220 653	263 000	273 520	284 461	295 839	307 673	319 980	332 779
Location de salles								
7474 - Subventions Participations (communes)	254 463	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Maison Petite Enfance								
7474 - Subventions, participations (commune)	197 382	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
TOTAL	672497,62	713000	723520	734460,8	745839,232	757672,8013	769979,7	782778,9

- Les recettes « marginales »

Il en est ainsi pour les produits financiers et exceptionnels qui ont été réduits à 0 dans les différentes prospectives.

⁹⁷ Les causes peuvent être multiples : arbitrages politiques, ou rétrécissement de ses marges de manœuvres....

	Commentaires	2007	2008	2009	2010
013 - Atténuations de charges (RH)	Stable	49 857	25 000	25 000	25 000
Evolution		0,00	-50,74	0,00	0,00
70 - Ventes de produits (reste)	0% Bloqué.	109 913	88 420	88 420	88 420
Evolution		0,00	-20,98	0,00	0,00
70323 - Redevance d'occupation du domaine public		12 086	18 000	18 180	18 362
Evolution	+1% peu dynamique	0,00	46,30	1,00	1,00
7067 - Redevances et droits periscolaires et ens.		179 741	180 000	181 800	183 618
Evolution		0,00	-1,63	1,00	1,00
7084 - Mise à disposition de personnel (BA)	Calculé en fonction des besoins surtout liées aux charges de personnel	717 330	781 000	720 000	738 000
Evolution		0,00	6,95	-7,81	2,50
Total 70		1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400
73 - Impôts et taxes (reste)		23 157	63 393	63 393	63 393
Evolution	0% Bloqué.	0,00	168,91	0,00	0,00
7311 - Contributions directes		3 690 092	3 753 258	3 809 602	3 861 997
Evolution	Incorporation de la revalorisation Parlementaire des bases de +1,5% dans toutes les prospectives.	0,00	0,00	0,00	0,00
7321 - AC		2 572 105	2 572 105	2 572 105	2 572 105
Evolution	0% Bloqué.	0,00	-1,77	0,00	0,00
7322 - DSC		272 111	272 111	272 111	272 111
Evolution	0% Bloqué.	0,00	-1,77	0,00	0,00
7336 - Droits de place		57 089	57 000	57 570	58 146
Evolution	+1% peu dynamique	0,00	-1,92	1,00	1,00
7351 - Taxe sur l'électricité	0% Bloqué.	204 002	200 000	200 000	200 000
Evolution		0,00	-3,70	0,00	0,00
7381 - Droits de mutation	Bloqué sans diminution au regard du contexte de la ville.	302 005	300 000	300 000	300 000
Evolution		0,00	-2,42	0,00	0,00
Total 73		7 120 561	7 217 867	7 274 781	7 327 751
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
74 - Dotations, subventions (reste)		32 651	13 631	0	0
741 - D.G.F.et DSU		2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125
	Légère augmentation +1%				
743 - Dotations : fds de solidarité Ile de France		0	0	0	0
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
7473 - Subventions et participations (CG)		114 721	109 256	109 256	109 256
Evolution	0% Bloqué.	0,00	-6,45	0,00	0,00
74831 - Attrib. Fonds national TP		0	0	0	0
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
74832 - Attribution FDTP		81 256	100 833	70 000	70 000
Evolution	Valeur Moyenne sur la rétrospective car recette très évolutive.	0,00	0,00	0,00	0,00
74833 - Compensation au titre de la TP		116 576	96 473	95 875	95 875
Evolution	0% Bloqué.	0,00	0,00	0,00	0,00
74834 - Compensation exonérations FB		31 712	30 893	30 928	31 508
Evolution	0% Bloqué.	0,00	0,00	0,00	0,00
74835 - Compensation exonérations TH		109 648	126 335	126 693	129 227
Evolution	0% Bloqué.	0,00	0,00	0,00	0,00
Total 74		2 711 055	2 728 304	2 706 143	2 731 991
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
75 - Autres produits de gestion (reste)		9 007	2 700	2 700	2 700
Evolution		0,00	-70,55	0,00	0,00
752 - Revenus des immeubles		389 582	380 000	380 000	380 000
Evolution	0% Bloqué.	0,00	-4,18	0,00	0,00
7551 - Excédents reversés par BA		100 000	100 000	100 000	100 000
Evolution	0% Bloqué.	0,00	-1,77	0,00	0,00
757 - Redevances versées (fermiers, concessionnaires)		4 341	4 000	4 000	4 000
Evolution	0% Bloqué.	0,00	-9,48	0,00	0,00
Total 75		502 930	486 700	486 700	486 700
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
76 - Produits financiers	0€	0	0	0	0
Evolution		0,00	-100,00	0,00	0,00
77 - Produits exceptionnels (reste)	0€	144 864	12 200	0	0
Evolution		0,00	-91,73	-100,00	0,00
775 - Produits des cessions d'immobilisations		549 712	1 475 100	0	0
Evolution	2008 sur la base des informations transmises	0,00	0,00	0,00	0,00
777 - Total amortissement des subventions		0	946	0	0
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
Total 77		694 576	1 488 246	0	0
Total Général		12 098 049	13 013 537	11 501 024	11 599 843

IV.1.3. Les dépenses de fonctionnement

Les principales variations seront mises en exergue tout en montrant les principaux postes et services pouvant expliquer ces variations.

	Commentaires	2007	2008	2009	2010
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	0% Bloqué.	39 109	45 150	40 000	40 000
<i>Evolution</i>		0,00	13,41	-11,41	0,00
64 - Charges de personnel (reste)	+ 2,5% Charges dynamiques par nature	1 583 234	1 648 514	1 689 727	1 731 970
<i>Evolution</i>		0,00	2,28	2,50	2,50
64111 - Rémunération principe (TITUL.)	+ 2,5% Charges dynamiques par nature	2 723 897	2 836 210	2 907 115	2 979 793
<i>Evolution</i>		0,00	2,28	2,50	2,50
64118 - Autres indemnités titulaires	+ 2,5% Charges dynamiques par nature	729 936	760 033	779 034	798 510
<i>Evolution</i>		0,00	2,28	2,50	2,50
64131 - Rémunération Principale (NON TIT)	+ 2,5% Charges dynamiques par nature	345 977	360 242	369 248	378 479
<i>Evolution</i>		0,00	2,28	2,50	2,50
Total 64		5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752
<i>Evolution</i>		0,00	0,00	0,00	0,00
65 - Autres charges de gestion (reste)	+ 2% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	175 712	191 830	195 667	199 580
<i>Evolution</i>		0,00	7,24	2,00	2,00
6521 - Déficit Budgets Annexes (SPA)	Cf Tableau annexe.	672 498	1 532 928	723 520	734 460
<i>Evolution</i>		0,00	123,91	-52,80	1,51
655 - Contingents obligatoires (reste)	+ 2% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	628 598	644 350	657 237	670 382
<i>Evolution</i>		0,00	0,69	2,00	2,00
6552 - Contingents obligatoires (CG 01. DPT)	0% Bloqué.	35 546	35 347	35 347	35 347
<i>Evolution</i>		0,00	-2,32	0,00	0,00
6553 - Contingents obligatoires (SDIS)	+ 0.5% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	179 969	183 750	184 669	185 592
<i>Evolution</i>		0,00	0,30	0,50	0,50
Total 655		844 113	863 447	877 253	891 321
<i>Evolution</i>		0,00	0,00	0,00	0,00
657 - Subventions (reste)		49 435	121 330	121 330	121 330
<i>Evolution</i>	0% Bloqué.	0,00	141,09	0,00	0,00
6574 - Subventions organismes droit privé		430 822	371 938	400 000	400 000
<i>Evolution</i>	0% Bloqué.	0,00	-15,19	7,54	0,00
68 - Dotation aux amortissements et provisions	0% Bloqué.	406 609	450 000	450 000	450 000
<i>Evolution</i>		0,00	0,00	0,00	0,00
Total Général		10 908 250	12 050 540	11 482 204	11 750 113

Nous avons également intégré les charges financières qui résultent des emprunts conclus à ce jour sur la base « arrondie » de l'état prévisionnel des intérêts des emprunts conclus à ce jour.

	2007	2008	2009	2010
Budget Principal				
Intérêts	328 713	376 300	344 700	303 790
Maison Petite Enfance				
Intérêts	26 250	24 800	22 800	20 900
Triangle d'Activités				
Intérêts	2 368	2 120	1 860	1 600
Assainissement				
Intérêts	66 050	43 408	40 684	38 561
Autres Zones				
Intérêts	2 030	1 820	1 600	1 400

	2011	2012	2013	2014	TOTAL 2007/2014
Budget Principal					
Intérêts	267 040	235 840	209 100	181 850	2 247 333
Maison Petite Enfance					
Intérêts	18 900	16 900	14 700	12 500	157 750
Triangle d'Activités					
Intérêts	1 325	1 040	750	455	11 518
Assainissement					
Intérêts	36 354	34 092	31 672	29 189	320 009
Autres Zones					
Intérêts	1 150	900	650	390	9 940
					2 746 550

k) **Prise en compte de la dette garantie et des risques externes en matière d'endettement :**

L'état de dette garantie au 01/01/2008 annexé au Budget Primitif de la ville ne montre pas de risques significatifs. La ville d'Ambérieu en Bugey garanti la dette de six bénéficiaires différents qui exercent des missions qui font classiquement l'objet de garanties d'emprunts.

Il s'agit essentiellement d'organismes intervenant dans le domaine du logement social (OPHLM, OPAC de l'Ain et de Saône et Loire et des OPHLM).

Les emprunts garantis par la ville sont des produits qui ne présentent pas de risques particuliers puisqu'il s'agit essentiellement d'emprunts à taux fixe ou indexé sur le livret A. Aucun produit à risque n'est garanti par la ville. Un seul emprunt à taux variable (euribor 3 mois) est garanti pour un montant total de CRD de 991 k€ au 1^{er} janvier 2008. Nous pouvons donc conclure sur l'absence de risques particuliers au titre de la dette garantie par la ville.

Nous n'incorporerons donc aucun élément à ce titre dans la prospective. Aucune provision comptable ne nous semble nécessaire au regard des informations qui nous ont été communiquées.

	Commentaires	2007	2008	2009	2010
60 - Achats et variation de stocks (reste)		118 348	186 099	189 821	193 617
Evolution		0,00	54,47	2,00	2,00
60612 - Fourm Non Stockable Energie Electricité		421 536	318 350	400 000	408 000
Evolution		0,00	-25,81	25,65	2,00
60622 - Carburants		39 558	40 200	41 406	42 648
Evolution	+3% Charges dynamiques	0,00	-0,17	3,00	3,00
60623 - Alimentation		75 300	85 800	87 516	89 266
Evolution		0,00	11,93	2,00	2,00
60632 - Fournitures de petit équipement	0% Bloqué.	230 351	179 461	179 461	179 461
Evolution		0,00	-23,47	0,00	0,00
6064 - Fournitures Administratives	0% Bloqué.	33 371	31 080	31 080	31 080
Evolution		0,00	-8,51	0,00	0,00
6067 - Fournitures Scolaires	+ 2% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	80 078	90 535	92 345	94 192
Evolution		0,00	11,06	2,00	2,00
6068 - Autres matières et fournitures	+ 2% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	45 732	46 800	47 736	48 691
Evolution		0,00	0,53	2,00	2,00
Total 60		1 044 273	978 325	1 069 365	1 086 956
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
61 - Services extérieurs (reste)		92 460	107 117	109 259	111 445
Evolution		0,00	13,80	2,00	2,00
6132 - Locations immobilières		52 729	52 560	53 611	54 683
Evolution		0,00	-2,08	2,00	2,00
61521 - Entretien de terrains	Valeurs moyennes	145 669	142 500	115 000	115 000
Evolution		0,00	-3,91	-19,30	0,00
61522 - Entretien de bâtiments	Valeurs moyennes	116 241	183 608	170 000	170 000
Evolution		0,00	55,16	-7,41	0,00
61523 - Entretien de voies et réseaux	Valeurs moyennes	384 002	334 200	285 000	285 000
Evolution		0,00	-14,51	-14,72	0,00
61551 - Entretien de matériel roulant	Valeurs moyennes	34 117	40 700	30 000	30 000
Evolution		0,00	17,19	-26,29	0,00
61558 - Entretien autres biens mobiliers	Valeurs moyennes	77 755	51 945	61 500	61 500
Evolution		0,00	-34,38	18,39	0,00
6156 - Maintenance	+ 4% Charges dynamiques	57 807	56 840	59 114	61 478
Evolution		0,00	-3,41	4,00	4,00
616 - Assurances	0% Bloqué.	63 695	68 623	68 623	68 623
Evolution		0,00	5,83	0,00	0,00
Total 61		1 024 474	1 038 093	952 107	957 729
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00
62 - Autres services extérieurs (reste)	+ 2% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	213 481	125 645	128 158	130 721
Evolution		0,00	-42,19	2,00	2,00
6226 - Honoraires	0% Bloqué.	24 972	36 000	36 000	36 000
Evolution		0,00	41,61	0,00	0,00
6232 - Fêtes et cérémonies	+ 1% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	12 035	13 000	13 130	13 261
Evolution		0,00	6,11	1,00	1,00
6261 - Frais d'affranchissement	+ 1% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	25 821	36 013	26 600	26 866
Evolution		0,00	37,01	-26,14	1,00
6262 - Frais de télécommunication	+ 1% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	42 014	41 410	41 824	42 242
Evolution		0,00	-3,18	1,00	1,00
6281 - Cotisations, concours divers	0% Bloqué.	49 377	48 172	49 000	49 000
Evolution		0,00	-4,17	1,72	0,00
6282 - Frais de gardiennage	+ 2% progression "normale" au regard de la nature de la dépense	54 119	59 260	60 445	61 654
Evolution		0,00	7,56	2,00	2,00
Total 62		421 819	359 500	355 157	359 745
Evolution		0,00	0,00	0,00	0,00

IV.1.4. Les budgets annexes⁹⁸

Section de fonctionnement :

Les hypothèses retenues sont celles précisées par la collectivité pour les budgets annexes Pragnat 2⁹⁹, Autres Zones et Triangle d'Activités¹⁰⁰.

Pour le Budget Transport de personnes, nous avons intégré une hausse du compte 6248 de + 4% compte tenu de la faible concurrence sur ce marché et de la hausse des coûts. Il en est donc de même pour la subvention versée par le budget principal en 7474. Les redevances perçues en 7061 n'évoluent pas et restent bloquées à un montant de 13k€ par an.¹⁰¹

Pour le budget assainissement, la prospective intègre des montants de redevances bloqués sur la base des valeurs moyennes. Les dépenses de personnel intègrent une augmentation de +2,5% par an.

Pour la Maison Petite Enfance, les dépenses de personnel évoluent de +2.5% par an et les charges des comptes 60 à 62 de +2% par an. Les autres dépenses et les recettes sont bloquées.

Section d'investissement :

Dépenses :

Le remboursement du capital des emprunts constitue l'essentiel des dépenses réelles d'investissement.

Autrement nous avons prévu 15k€ de dépenses d'investissement par an pour la Maison Petite Enfance. Aucune autre dépense d'investissement n'a été prise en compte pour les autres budgets annexes. Concernant la dette nous avons intégré les tableaux d'amortissement de la dette actuelle. Afin d'avoir une vision consolidée de la dette le remboursement de l'amortissement du capital restant des budgets annexes est présenté ci après avec le budget principal.

Recettes :

Aucun nouvel emprunt n'a été contracté. Les recettes des budgets annexes sont la contrepartie des amortissements des immobilisations. Les montants sont de 40k€ par an pour le budget annexe de location de bâtiments industriels, 22 k€ par an pour la Maison petite Enfance, et 60 k€ pour le budget assainissement.

⁹⁸ Les présents développements ne visent qu'à souligner les caractéristiques principales des budgets annexes. Des tableaux présentant une étude pluriannuelle sont reproduits en annexe du présent rapport.

⁹⁹ Sur 2008 et 2009 les dépenses et les recettes totales sont estimées respectivement à 57k€ et 200k€.

¹⁰⁰ Soit 700 k€ de dépenses et 869 k€ de recettes pour 2008 et aucune dépense ni recette pour les exercices suivants en section de fonctionnement.

¹⁰¹ Pour mémoire les recettes perçues en 7061 étaient de 12 236 € en 2007.

✓ Investissement

Dépenses du budget principal

Sur la période 2009/2014 nous avons intégré les indications fournies par la ville pour le vestiaire et le centre culturel.

Equipements - Investissement

LIBELLE	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses d'investissement							
Culture							
Centre Culturel	100 000	1 000 000	1 400 000				
Total Culture	100 000	1 000 000	1 400 000				
Sport							
Vestiaires	140 000	150 000	750 000	10 000			
Total Sport	140 000	150 000	750 000	10 000			
Equipements non regroupés							
Entretien du patrimoine		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Total Equipements non regroupés		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Dépenses d'investissement total	240 000	2 150 000	3 150 000	1 010 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Recettes d'investissement							
Total Equipements non regroupés							
Recettes d'investissement total							

Nous avons également incorporé **1 million d'euros d'investissement par an** en les ventilant 200 k€ en 21 et 800 k€ en 23. L'objectif principal de ces crédits est de permettre le financement des dépenses d'investissement qui permettent l'entretien récurrent du patrimoine existant. Les recettes envisagées seraient le FCTVA (154 k€ ainsi que les dotations aux amortissements et aux provisions (450 k€) et le solde par l'autofinancement.

Par contre aucun flux ni en dépenses en recettes pour les comptes 26 et 27 n'a été considéré dans les différentes simulations. Pour mémoire les autres immobilisations financières représentaient entre 2003 et 2007 un total de dépenses d'investissement de 796 088,68€ et un total de recettes de 642 473,29€ soit un solde négatif de -153 615,39 €.

Enfin le remboursement du capital restant du pour les emprunts contractés à ce jour ont été saisis en 1641 en fonction des données issues des tableaux d'amortissement prévisionnel des emprunts contractés par le budget principal et les budgets annexes.

ETAT PRÉVISIONNEL LONG TERME DES AMORTISSEMENTS DE TOUS LES BUDGETS :

N° FICHE	Prêteur	Type de Taux	2009	2010	2011	2012	2013	2014
5123	DEXIA	Euribor	60 979,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5124	CACE	Euribor	30 489,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5125	CFF	Taux Fixe	4 110,18	4 212,93	4 318,26	4 426,21	4 536,87	4 650,29
5126	DEXIA	Euribor	30 489,80	7 622,48	0,00	0,00	0,00	0,00
5127	CACE	Euribor	30 489,80	7 622,48	0,00	0,00	0,00	0,00
5129	DEXIA	TAM	15 244,90	15 244,92	0,00	0,00	0,00	0,00
5132	CE	TAM	15 244,90	15 244,92	0,00	0,00	0,00	0,00
5133	DEXIA	TAM	15 244,90	15 244,92	0,00	0,00	0,00	0,00
5134	CFF	Taux Fixe	1 063,05	1 065,70	1 068,37	1 071,04	1 073,72	1 076,40
5144	CE	Taux Fixe	70 736,92	73 389,56	76 141,66	78 996,98	81 959,36	85 032,84
5147	DEXIA	Taux Fixe	53 333,33	53 333,33	53 333,33	53 333,33	53 333,33	53 333,33
5148	DEXIA	Taux Fixe	27 203,91	28 360,07	29 565,37	30 821,90	32 131,83	33 497,44
5149	CE	Euribor	37 243,22	38 828,39	40 481,05	42 204,05	44 000,35	45 873,15
5152	DEXIA	Taux Fixe	47 814,30	49 726,87	51 715,95	53 784,59	55 935,96	0,00
5153	CE	Euribor	98 295,36	102 089,56	106 030,22	110 122,99	114 373,73	118 788,56
5154	CE	Taux Fixe	80 339,42	82 758,26	85 249,92	87 816,59	90 460,54	93 184,09
5155	CM	Taux Fixe	314 440,09	323 401,50	332 618,42	0,00	0,00	0,00
5157	CE	Taux Fixe	91 516,90	91 516,90	91 516,90	91 516,90	91 516,90	91 516,90
5158	CE	Taux Fixe	54 053,84	56 177,64	58 384,87	60 678,82	63 062,91	65 540,66
5159	DEXIA	Taux Fixe	15 747,32	16 528,33	17 348,07	18 208,49	19 111,54	20 059,39
5160	DEXIA	Taux Fixe	31 050,81	32 597,30	34 220,76	35 925,05	37 714,27	39 592,60
TOTAL 1 : BUDGET PRINCIPAL = 01, COMMUNE			1 125 132,45	1 014 966,06	981 993,15	668 906,94	689 211,31	652 145,65
5151	DEXIA	Euribor	12 436,23	13 093,17	13 784,81	14 479,18	15 277,87	16 084,91
5154	CE	Taux Fixe	17 366,47	17 889,34	18 427,93	18 982,76	19 554,29	20 143,02
5156	CACE	Taux Fixe	26 132,74	27 076,14	28 053,58	29 066,32	30 115,61	31 202,79
TOTAL 1 : BUDGETS = 03, BUDGET ASSAINISSEMENT			55 935,44	58 058,65	60 266,32	62 528,26	64 947,77	67 430,72
TOTAL 1 : BUDGETS = 04, LOCATION DE SALLES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5154	CE	Taux Fixe	8 812,23	9 077,56	9 350,87	9 632,38	9 922,39	10 221,13
TOTAL 1 : BUDGETS = 05, TRIANGLE D' ACTIVITES			8 812,23	9 077,56	9 350,87	9 632,38	9 922,39	10 221,13
5154	CE	Taux Fixe	7 553,86	7 781,28	8 015,55	8 256,91	8 505,50	8 761,57
TOTAL 1 : BUDGETS = 06, AUTRES ZONES			7 553,86	7 781,28	8 015,55	8 256,91	8 505,50	8 761,57
5142	CE	Taux Fixe	52 118,53	54 020,86	55 992,62	58 036,35	60 154,68	62 350,32
TOTAL 1 : BUDGETS = 11, MAISON PETITE ENFANCE			52 118,53	54 020,86	55 992,62	58 036,35	60 154,68	62 350,32
TOTAL GENERAL			1 249 552,51	1 143 904,41	1 115 618,51	807 360,84	832 741,65	800 909,39

Nouveaux emprunts :

L'amortissement du capital restant du pour les nouveaux emprunts a également été pris en compte sur la base d'emprunts à taux fixe d'une durée de 20 ans avec un amortissement du capital constant. Les taux fixes ont été figés à 5,1% et le remboursement du capital des emprunts s'effectue de façon annuelle. Le volume des nouveaux emprunts varie en fonction de la prospective considérée.

Recettes

En matière de recettes (TLE et FCTVA, subventions) nous avons intégré des dépenses et des recettes en fonction des tendances rétrospectives.

Les recettes liées au FCTVA ont été calculées en intégrant le taux de 15,482% sur la totalité des dépenses d'investissement n-2. Malgré l'actualité évoquant une remise en cause du fonds affecté à l'investissement, nous n'avons pas modifié le mécanisme de « reversement » d'une partie de la TVA faute d'éléments suffisamment clairs concernant le mécanisme qui le remplacerait.

Nous avons intégré une valeur moyenne concernant la TLE au vu de la rétrospective et de sa valeur moyenne. La somme encaissée par le budget principal est de 130 k€ par an.

Concernant les subventions versées 80 k€ par an ont été intégrés au titre du compte 13. Cela correspond à 40 k€ au titre des comptes 134 c'est-à-dire du fonds affecté à l'équipement et 138. Nous avons pris en compte la valeur minimale arrondie du compte 138 sur la période 2004/2007 et la valeur moyenne pour le compte 134¹⁰². Un montant de 5k€ par an est également saisi pour les autres subventions¹⁰³.

Par contre aucune recette n'a été prise en compte au titre du vestiaire et du centre culturel. Nous invitons la ville à essayer de rechercher des subventions¹⁰⁴. Les recettes d'ordre ont été évaluées à 450 k€ par an. Elles correspondent à « la contrepartie » (le produit) des dotations aux amortissements et aux provisions.

L'emprunt constitue les autres recettes d'investissement. Les montants ont été évalués de façon à équilibrer les dépenses d'investissement prévues.

Les montants des emprunts contractés varient en fonction des besoins financiers et de la prospective.

¹⁰² Nous avons exclu l'année 2003 pour le compte 134 car le montant était nettement supérieur à celui encaissé au titre des autres exercices (353 k€ en 2003 contre 20k€ à 61 k€ au titre des années 2004 à 2007).

¹⁰³ La valeur minimale est de 5 784 € en 2007.

¹⁰⁴ L'état subventionne certains équipements par le biais de la DGE ou de fonds spécifiques. Ex : CNDS pour les investissements à caractère sportif.

✓ Budget Principal : Hypothèse de référence sans augmentation fiscale

Principaux postes de dépenses et recettes

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
FONCTIONNEMENT								
frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
transferts versés (hors CAR)	1 324 370	1 356 715	1 398 583	1 412 651	1 426 986	1 441 595	1 456 481	1 471 652
charges financières	410 141	487 300	548 093	616 227	738 079	780 271	806 580	869 018
autres dépenses de fonctionnement	893 521	1 775 608	964 187	979 040	994 411	1 010 316	1 026 776	1 043 811
Dépenses réelles	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 301 100	11 628 285	11 880 919	12 122 912	12 406 412
contributions directes	3 690 092	3 753 258	3 809 602	3 861 997	3 920 177	3 976 254	4 034 899	4 095 940
autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
dotation globale de fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
autres dotations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
produit des services et du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
autres recettes de fonctionnement	1 247 363	1 999 000	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Recettes réelles	12 098 049	13 012 591	11 501 024	11 599 843	11 705 211	11 809 257	11 916 667	12 027 284
INVESTISSEMENT								
dépenses d'équipement (CAR incluses)	3 335 466	4 189 174	2 150 000	3 150 000	1 010 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
remboursement du capital de la dette	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 113 142	908 874	990 313	998 389
autres dépenses d'investissement	295 990							
Dépenses réelles	4 825 327	5 297 705	3 330 777	4 222 971	2 123 142	1 908 874	1 990 313	1 998 389
ressources définitives	725 092	1 082 108	679 460	762 432	547 863	702 683	371 368	369 820
emprunts	1 500 000	2 803 545	2 182 909	3 161 797	1 498 353	1 277 853	1 825 189	2 007 696
autres recettes d'investissement	231 712							
Recettes réelles	2 456 805	3 885 653	2 862 369	3 924 228	2 046 216	1 980 536	2 196 558	2 377 516

Solde intermédiaire de gestion avec cession

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RESULTAT FONCTIONNEMENT								
contributions directes	3 690 092	3 753 258	3 809 602	3 861 997	3 920 177	3 976 254	4 034 899	4 095 940
autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
dotation globale de fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
autres dotations, subv. et participations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
produit des services du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
autres produits de gestion	552 787	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Produits de gestion	11 403 473	11 525 291	11 501 024	11 599 843	11 705 211	11 809 257	11 916 667	12 027 284
charges de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
subventions	480 257	493 268	521 330	521 330	521 330	521 330	521 330	521 330
autres chges de gestion	1 731 432	2 633 355	1 836 439	1 865 361	1 895 067	1 925 581	1 956 927	1 989 132
Charges de gestion	10 085 298	11 107 540	10 479 523	10 679 872	10 885 205	11 095 648	11 311 332	11 532 394
Excédent Brut de Fonctionnement	1 318 174	417 752	1 021 501	919 970	820 006	713 609	605 336	494 891
produits financiers								
charges financières	410 141	487 300	548 093	616 227	738 079	780 271	806 580	869 018
Résultat financier	-410 141	-487 300	-548 093	-616 227	-738 079	-780 271	-806 580	-869 018
produits exceptionnels	694 576	1 488 246						
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Résultat exceptionnel	688 374	1 482 546	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000
dotations aux amortissements et prov.	406 609	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
transferts de charges								
Résultat de fonctionnement	1 189 798	962 998	18 408	-151 257	-373 073	-521 662	-656 244	-829 127
dotations aux amortissements et prov.	406 609	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
reprises sur amortissements et prov.								
reprises sur subventions		946						
Capacité d'autofinancement brute	1 596 407	1 412 052	468 408	298 743	76 927	-71 662	-206 244	-379 127

Epargnes

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EPARGNES								
recettes réelles de fonct. (hors 77)	11 403 473	11 525 291	11 501 024	11 599 843	11 705 211	11 809 257	11 916 667	12 027 284
dépenses réelles de fonct. (hors 67)	10 166 726	11 218 540	10 590 523	10 790 872	10 996 205	11 206 648	11 422 332	11 643 394
Epargne de gestion courante	1 236 746	306 752	910 501	808 970	709 006	602 609	494 336	383 891
produits exceptionnels	694 576	1 487 300						
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Epargne de gestion	1 925 120	1 788 352	905 501	803 970	704 006	597 609	489 336	378 891
intérêts courus	328 713	376 300	437 093	505 227	627 079	669 271	695 580	758 018
Epargne brute	1 596 407	1 412 052	468 408	298 743	76 927	-71 662	-206 244	-379 127
amortissement (hors RA)	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 113 142	908 874	990 313	998 389
Epargne nette	402 536	303 521	-712 369	-774 228	-1 036 216	-980 536	-1 196 558	-1 377 516

Endettement

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
ANNUITE								
amortissements de l'exercice	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 113 142	908 874	990 313	998 389
intérêts	328 713	376 300	437 093	505 227	627 079	669 271	695 580	758 018
Annuité	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 578 199	1 740 222	1 578 145	1 685 893	1 756 407
Annuité hors RA	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 578 199	1 740 222	1 578 145	1 685 893	1 756 407
TABLEAU D'EXTINCTION DE LA DETTE								
Encours au 01/01	8 756 209	9 062 338	10 757 353	11 759 484	13 848 310	14 233 520	14 602 499	15 437 375
amortissement hors RA	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 113 142	908 874	990 313	998 389
remboursements anticipés								
emprunts contractés	1 500 000	2 803 545	2 182 909	3 161 797	1 498 353	1 277 853	1 825 189	2 007 696
Encours au 31/12	9 062 338	10 757 353	11 759 484	13 848 310	14 233 520	14 602 499	15 437 375	16 446 682
Flux net de la dette	306 129	1 695 015	1 002 132	2 088 825	385 210	368 979	834 876	1 009 307

Fiscalité : structure et évolution sans hausse

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taxe d'habitation								
bases nettes	14 531 615	14 766 834	14 992 871	15 177 388	15 411 466	15 621 165	15 850 157	16 096 755
taux d'imposition	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %	10,68 %
Produit total de taxe d'habitation	1 551 976	1 577 098	1 601 239	1 620 945	1 645 945	1 668 340	1 692 797	1 719 133
Taxe sur le foncier bâti								
bases nettes	12 749 523	12 979 014	13 173 700	13 371 305	13 571 875	13 775 453	13 982 085	14 191 816
taux d'imposition	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %	16,60 %
Produit total de taxe sur le foncier bâti	2 116 421	2 154 516	2 186 834	2 219 637	2 252 931	2 286 725	2 321 026	2 355 841
Taxe sur le foncier non bâti								
bases nettes	51 618	51 496	51 223	50 952	50 682	50 413	50 146	49 880
taux d'imposition	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %	42,03 %
Produit total de taxe sur le foncier non bâti	21 695	21 644	21 529	21 415	21 302	21 189	21 076	20 965
TOTAL RECETTES FISCALES								
Contributions directes	3 690 092	3 753 258	3 809 602	3 861 997	3 920 177	3 976 254	4 034 899	4 095 940

✓ Budget Principal Hypothèse avec une hausse fiscale de + 12% en 2009 :

Fiscalité : structure et évolution de + 12% en 2009

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taxe d'habitation								
bases nettes	14 531 615	14 766 834	14 992 871	15 177 388	15 411 466	15 621 165	15 850 157	16 096 755
taux d'imposition	10,68 %	10,68 %	11,96 %	11,96 %	11,96 %	11,96 %	11,96 %	11,96 %
Produit de taxe d'habitation	1 551 976	1 577 098	1 793 147	1 815 216	1 843 211	1 868 291	1 895 679	1 925 172
Taxe sur le foncier bâti								
bases nettes	12 749 523	12 979 014	13 173 700	13 371 305	13 571 875	13 775 453	13 982 085	14 191 816
taux d'imposition	16,60 %	16,60 %	18,59 %	18,59 %	18,59 %	18,59 %	18,59 %	18,59 %
Produit de taxe sur le foncier bâti	2 116 421	2 154 516	2 448 991	2 485 726	2 523 012	2 560 857	2 599 270	2 638 259
Taxe sur le foncier non bâti								
bases nettes	51 618	51 496	51 223	50 952	50 682	50 413	50 146	49 880
taux d'imposition	42,03 %	42,03 %	47,07 %	47,07 %	47,07 %	47,07 %	47,07 %	47,07 %
Produit de taxe sur le foncier non bâti	21 695	21 644	24 111	23 983	23 856	23 729	23 604	23 479
TOTAL RECETTES FISCALES								
Total des contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 266 249	4 324 924	4 390 079	4 452 877	4 518 552	4 586 909

Principaux postes de dépenses et recettes avec une hausse des impôts locaux en 2009

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
FONCTIONNEMENT								
frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
transferts versés (hors CAR)	1 324 370	1 356 715	1 398 583	1 412 651	1 426 986	1 441 595	1 456 481	1 471 652
charges financières	410 141	487 300	548 093	592 938	689 993	705 768	703 969	734 125
autres dépenses de fonctionnement	893 521	1 775 608	964 187	979 040	994 411	1 010 316	1 026 776	1 043 811
Dépenses réelles	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 277 811	11 580 199	11 806 415	12 020 301	12 271 519
contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 266 249	4 324 924	4 390 079	4 452 877	4 518 552	4 586 909
autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
dotation globale de fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
autres dotations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
produit des services et du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
autres recettes de fonctionnement	1 247 363	1 999 000	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Recettes réelles	12 098 049	13 012 591	11 957 671	12 062 770	12 175 113	12 285 880	12 400 320	12 518 254
INVESTISSEMENT								
dépenses d'équipement (CAR incluses)	3 335 466	4 189 174	2 150 000	3 150 000	1 010 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
remboursement du capital de la dette	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 098 338	877 551	940 119	929 134
autres dépenses d'investissement	295 990							
Dépenses réelles	4 825 327	5 297 705	3 330 777	4 222 971	2 108 338	1 877 551	1 940 119	1 929 134
ressources définitives	725 092	1 082 108	679 460	762 432	547 863	702 683	371 368	369 820
emprunts	1 500 000	2 803 545	1 726 262	2 675 580	965 560	695 403	1 188 731	1 312 578
autres recettes d'investissement	231 712							
Recettes réelles	2 456 805	3 885 653	2 405 722	3 438 012	1 513 423	1 398 086	1 560 100	1 682 398

Solde intermédiaire de gestion avec cession des immos et avec une hausse des impôts locaux en 2009

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RESULTAT FONCTIONNEMENT								
contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 266 249	4 324 924	4 390 079	4 452 877	4 518 552	4 586 909
autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
dotation globale de fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
autres dotations, subv. et participations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
produit des services du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
autres produits de gestion	552 787	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Produits de gestion	11 403 473	11 525 291	11 957 671	12 062 770	12 175 113	12 285 880	12 400 320	12 518 254
charges de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
subventions	480 257	493 268	521 330	521 330	521 330	521 330	521 330	521 330
autres chges de gestion	1 731 432	2 633 355	1 836 439	1 865 361	1 895 067	1 925 581	1 956 927	1 989 132
Charges de gestion	10 085 298	11 107 540	10 479 523	10 679 872	10 885 205	11 095 648	11 311 332	11 532 394
Excédent Brut de Fonctionnement	1 318 174	417 752	1 478 148	1 382 898	1 289 908	1 190 233	1 088 989	985 861
produits financiers								
charges financières	410 141	487 300	548 093	592 938	689 993	705 768	703 969	734 125
Résultat financier	-410 141	-487 300	-548 093	-592 938	-689 993	-705 768	-703 969	-734 125
produits exceptionnels	694 576	1 488 246						
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Résultat exceptionnel	688 374	1 482 546	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000
reprises sur amortissements et prov.								
dotations aux amortissements et prov.	406 609	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
transferts de charges								
Résultat de fonctionnement	1 189 798	962 998	475 055	334 959	144 914	29 465	-69 981	-203 265
dotations aux amortissements et prov.	406 609	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
reprises sur amortissements et prov.								
reprises sur subventions		946						
Capacité d'autofinancement brute	1 596 407	1 412 052	925 055	784 959	594 914	479 465	380 019	246 735

Endettement avec une hausse des impôts locaux en 2009

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
ANNUITE								
amortissements de l'exercice	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 098 338	877 551	940 119	929 134
intérêts	328 713	376 300	437 093	481 938	578 993	594 768	592 969	623 125
Annuité	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 554 910	1 677 331	1 472 319	1 533 088	1 552 259
Annuité hors RA	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 554 910	1 677 331	1 472 319	1 533 088	1 552 259
TABLEAU D'EXTINCTION DE LA DETTE								
Encours au 01/01	8 756 209	9 062 338	10 757 353	11 302 837	12 905 446	12 772 669	12 590 521	12 839 133
amortissement hors RA	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 098 338	877 551	940 119	929 134
remboursements anticipés								
emprunts contractés	1 500 000	2 803 545	1 726 262	2 675 580	965 560	695 403	1 188 731	1 312 578
Encours au 31/12	9 062 338	10 757 353	11 302 837	12 905 446	12 772 669	12 590 521	12 839 133	13 222 578
Flux net de la dette	306 129	1 695 015	545 485	1 602 609	-132 777	-182 148	248 612	383 445

Epargnes avec une hausse des impôts locaux en 2009

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EPARGNES								
recettes réelles de fonct. (hors 77)	11 403 473	11 525 291	11 957 671	12 062 770	12 175 113	12 285 880	12 400 320	12 518 254
dépenses réelles de fonct. (hors 67)	10 166 726	11 218 540	10 590 523	10 790 872	10 996 205	11 206 648	11 422 332	11 643 394
Epargne de gestion courante	1 236 746	306 752	1 367 148	1 271 898	1 178 908	1 079 233	977 989	874 861
produits exceptionnels	694 576	1 487 300						
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Epargne de gestion	1 925 120	1 788 352	1 362 148	1 266 898	1 173 908	1 074 233	972 989	869 861
intérêts courus	328 713	376 300	437 093	481 938	578 993	594 768	592 969	623 125
Epargne brute	1 596 407	1 412 052	925 055	784 959	594 914	479 465	380 019	246 735
amortissement (hors RA)	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 098 338	877 551	940 119	929 134
Epargne nette	402 536	303 521	-255 722	-288 012	-503 423	-398 086	-560 100	-682 398

✓ Budget Principal Hypothèse avec deux hausses fiscale de + 8% en 2009 et en 2010:

Principaux postes de dépenses et recettes avec deux hausses des impôts locaux en 2009 et en 2010.

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
FONCTIONNEMENT								
frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
transferts versés (hors CAR)	1 324 370	1 356 715	1 398 583	1 412 651	1 426 986	1 441 595	1 456 481	1 471 652
charges financières	410 141	487 300	548 093	600 704	689 061	695 557	683 874	704 298
autres dépenses de fonctionnement	893 521	1 775 608	964 187	979 040	994 411	1 010 316	1 026 776	1 043 811
Dépenses réelles	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 285 577	11 579 266	11 796 204	12 000 205	12 241 691
contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 113 973	4 503 246	4 571 087	4 636 475	4 704 858	4 776 033
autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
dotation globale de fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
autres dotations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
produit des services et du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
autres recettes de fonctionnement	1 247 363	1 999 000	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Recettes réelles	12 098 049	13 012 591	11 805 395	12 241 092	12 356 121	12 469 478	12 586 626	12 707 378
INVESTISSEMENT								
dépenses d'équipement (CAR incluses)	3 335 466	4 189 174	2 150 000	3 150 000	1 010 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
remboursement du capital de la dette	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 103 274	877 210	934 022	915 637
autres dépenses d'investissement	295 990							
Dépenses réelles	4 825 327	5 297 705	3 330 777	4 222 971	2 113 274	1 877 210	1 934 022	1 915 637
ressources définitives	725 092	1 082 108	679 460	762 432	547 863	702 683	371 368	369 820
emprunts	1 500 000	2 803 545	1 878 538	2 505 024	788 557	501 253	976 234	1 080 131
autres recettes d'investissement	231 712							
Recettes réelles	2 456 805	3 885 653	2 557 998	3 267 456	1 336 420	1 203 936	1 347 602	1 449 951

Solde intermédiaire de gestion avec cessions et avec deux hausses des impôts locaux en 2009 et en 2010.

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RESULTAT FONCTIONNEMENT								
contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 113 973	4 503 246	4 571 087	4 636 475	4 704 858	4 776 033
autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
dotations globale de fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
autres dotations, subv. et participations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
produit des services du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
autres produits de gestion	552 787	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Produits de gestion	11 403 473	11 525 291	11 805 395	12 241 092	12 356 121	12 469 478	12 586 626	12 707 378
charges de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
subventions	480 257	493 268	521 330	521 330	521 330	521 330	521 330	521 330
autres chges de gestion	1 731 432	2 633 355	1 836 439	1 865 361	1 895 067	1 925 581	1 956 927	1 989 132
Charges de gestion	10 085 298	11 107 540	10 479 523	10 679 872	10 885 205	11 095 648	11 311 332	11 532 394
Excédent Brut de Fonctionnement	1 318 174	417 752	1 325 872	1 561 219	1 470 915	1 373 830	1 275 294	1 174 984
produits financiers								
charges financières	410 141	487 300	548 093	600 704	689 061	695 557	683 874	704 298
Résultat financier	-410 141	-487 300	-548 093	-600 704	-689 061	-695 557	-683 874	-704 298
produits exceptionnels	694 576	1 488 246						
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Résultat exceptionnel	688 374	1 482 546	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000
reprises sur amortissements et prov.								
dotations aux amortissements et prov.	406 609	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
transferts de charges								
Résultat de fonctionnement	1 189 798	962 998	322 779	505 515	326 855	223 274	136 421	15 686
dotations aux amortissements et prov.	406 609	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
reprises sur subventions		946						
Capacité d'autofinancement brute	1 596 407	1 412 052	772 779	955 515	776 855	673 274	586 421	465 686

Endettement avec deux hausses des impôts locaux en 2009 et en 2010.

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
ANNUITE								
amortissements de l'exercice	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 103 274	877 210	934 022	915 637
intérêts	328 713	376 300	437 093	489 704	578 061	584 557	572 874	593 298
Annuité	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 562 676	1 681 335	1 461 766	1 506 896	1 508 935
Annuité hors RA	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 562 676	1 681 335	1 461 766	1 506 896	1 508 935
TABLEAU D'EXTINCTION DE LA DETTE								
Encours au 01/01	8 756 209	9 062 338	10 757 353	11 455 114	12 887 167	12 572 449	12 196 492	12 238 704
amortissement hors RA	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 103 274	877 210	934 022	915 637
remboursements anticipés								
emprunts contractés	1 500 000	2 803 545	1 878 538	2 505 024	788 557	501 253	976 234	1 080 131
Encours au 31/12	9 062 338	10 757 353	11 455 114	12 887 167	12 572 449	12 196 492	12 238 704	12 403 197
Flux net de la dette	306 129	1 695 015	697 761	1 432 053	-314 718	-375 957	42 211	164 494

Epargnes avec deux hausses des impôts locaux en 2009 et en 2010.

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EPARGNES								
recettes réelles de fonct. (hors 77)	11 403 473	11 525 291	11 805 395	12 241 092	12 356 121	12 469 478	12 586 626	12 707 378
dépenses réelles de fonct. (hors 67)	10 166 726	11 218 540	10 590 523	10 790 872	10 996 205	11 206 648	11 422 332	11 643 394
Epargne de gestion courante	1 236 746	306 752	1 214 872	1 450 219	1 359 915	1 262 830	1 164 294	1 063 984
produits exceptionnels	694 576	1 487 300						
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Epargne de gestion	1 925 120	1 788 352	1 209 872	1 445 219	1 354 915	1 257 830	1 159 294	1 058 984
intérêts courus	328 713	376 300	437 093	489 704	578 061	584 557	572 874	593 298
Epargne brute	1 596 407	1 412 052	772 779	955 515	776 855	673 274	586 421	465 686
amortissement (hors RA)	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 103 274	877 210	934 022	915 637
Epargne nette	402 536	303 521	-407 998	-117 456	-326 420	-203 936	-347 602	-449 951

Fiscalité : structure et évolution avec deux hausses des impôts locaux.

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taxe d'habitation								
bases nettes	14 531 615	14 766 834	14 992 871	15 177 388	15 411 466	15 621 165	15 850 157	16 096 755
taux d'imposition	10,68 %	10,68 %	11,53 %	12,45 %	12,45 %	12,45 %	12,45 %	12,45 %
Produit de taxe d'habitation	1 551 976	1 577 098	1 728 678	1 889 585	1 918 728	1 944 835	1 973 345	2 004 046
Taxe sur le foncier bâti								
bases nettes	12 749 523	12 979 014	13 173 700	13 371 305	13 571 875	13 775 453	13 982 085	14 191 816
taux d'imposition	16,60 %	16,60 %	17,93 %	19,36 %	19,36 %	19,36 %	19,36 %	19,36 %
Produit de taxe sur le foncier bâti	2 116 421	2 154 516	2 362 044	2 588 685	2 627 515	2 666 928	2 706 932	2 747 536
Taxe sur le foncier non bâti								
bases nettes	51 618	51 496	51 223	50 952	50 682	50 413	50 146	49 880
taux d'imposition	42,03 %	42,03 %	45,39 %	49,02 %	49,02 %	49,02 %	49,02 %	49,02 %
Produit de taxe sur le foncier non bâti	21 695	21 644	23 250	24 977	24 844	24 713	24 582	24 451
TOTAL RECETTES FISCALES								
Contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 113 973	4 503 246	4 571 087	4 636 475	4 704 858	4 776 033

✓ Budget Principal Comparaison des deux simulations sans hausse et avec deux hausses fiscale de + 8% en 2009 et en 2010:

Masses Globales de Fonctionnement

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Equilibrée hors impôts								
Frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
Charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
Transferts versés (hors CAR)	1 324 370	1 356 715	1 398 583	1 412 651	1 426 986	1 441 595	1 456 481	1 471 652
Charges financières	410 141	487 300	548 093	616 227	738 079	780 271	806 580	869 018
Autres dépenses de fonctionnement	893 521	1 775 608	964 187	979 040	994 411	1 010 316	1 026 776	1 043 811
Dépenses réelles	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 301 100	11 628 285	11 880 919	12 122 912	12 406 412
Contributions directes	3 690 092	3 753 258	3 809 602	3 861 997	3 920 177	3 976 254	4 034 899	4 095 940
Autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
Dotation Globale de Fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
Autres dotations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
Produit des services et du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
Autres recettes de fonctionnement	1 247 363	1 999 000	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Recettes réelles	12 098 049	13 012 591	11 501 024	11 599 843	11 705 211	11 809 257	11 916 667	12 027 284
2 hausses								
Frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
Charges à caractère général	2 490 566	2 375 918	2 376 630	2 404 430	2 432 837	2 461 867	2 491 533	2 521 851
Transferts versés (hors CAR)	1 324 370	1 356 715	1 398 583	1 412 651	1 426 986	1 441 595	1 456 481	1 471 652
Charges financières	410 141	487 300	548 093	600 704	689 061	695 557	683 874	704 298
Autres dépenses de fonctionnement	893 521	1 775 608	964 187	979 040	994 411	1 010 316	1 026 776	1 043 811
Dépenses réelles	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 285 577	11 579 266	11 796 204	12 000 205	12 241 691
Contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 113 973	4 503 246	4 571 087	4 636 475	4 704 858	4 776 033
Autres impôts et taxes	3 430 469	3 464 609	3 465 179	3 465 755	3 466 336	3 466 923	3 467 517	3 468 116
Dotation Globale de Fonctionnement	2 224 491	2 250 883	2 273 391	2 296 125	2 319 086	2 342 277	2 365 700	2 389 357
Autres dotations	486 564	477 421	432 752	435 866	439 042	442 281	445 586	448 957
Produit des services et du domaine	1 019 070	1 067 420	1 008 400	1 028 400	1 048 870	1 069 821	1 091 265	1 113 215
Autres recettes de fonctionnement	1 247 363	1 999 000	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700	511 700
Recettes réelles	12 098 049	13 012 591	11 805 395	12 241 092	12 356 121	12 469 478	12 586 626	12 707 378
Ecart								
Frais de personnel								
Charges à caractère général								
Transferts versés (hors CAR)								
Charges financières				15 523	49 018	84 715	122 706	164 720
Autres dépenses de fonctionnement								
Dépenses réelles				15 523	49 018	84 715	122 706	164 720
Contributions directes			-304 371	-641 249	-650 909	-660 221	-669 959	-680 093
Autres impôts et taxes								
Dotation Globale de Fonctionnement								
Autres dotations								
Produit des services et du domaine								
Autres recettes de fonctionnement								
Recettes réelles			-304 371	-641 249	-650 909	-660 221	-669 959	-680 093

✓ Budget Principal Comparaison des deux simulations sans hausse et avec deux hausses fiscale de + 8% en 2009 et en 2010:

Calcul des épargnes

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Equilibrée hors impôts								
Recettes réelles de fonctionnement	12 098 049	13 012 591	11 501 024	11 599 843	11 705 211	11 809 257	11 916 667	12 027 284
dont contributions directes	3 690 092	3 753 258	3 809 602	3 861 997	3 920 177	3 976 254	4 034 899	4 095 940
Dépenses réelles de fonctionnement	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 301 100	11 628 285	11 880 919	12 122 912	12 406 412
dont frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
Épargne de gestion courante	1 236 746	306 752	910 501	808 970	709 006	602 609	494 336	383 891
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
produits exceptionnels	694 576	1 487 300						
Épargne de gestion	1 925 120	1 788 352	905 501	803 970	704 006	597 609	489 336	378 891
intérêts courus	328 713	376 300	437 093	505 227	627 079	669 271	695 580	758 018
Épargne brute	1 596 407	1 412 052	468 408	298 743	76 927	-71 662	-206 244	-379 127
amortissement(hors RA)	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 113 142	908 874	990 313	998 389
Épargne nette	402 536	303 521	-712 369	-774 228	-1 036 216	-980 536	-1 196 558	-1 377 516
2 hausses								
Recettes réelles de fonctionnement	12 098 049	13 012 591	11 805 395	12 241 092	12 356 121	12 469 478	12 586 626	12 707 378
dont contributions directes	3 690 092	3 753 258	4 113 973	4 503 246	4 571 087	4 636 475	4 704 858	4 776 033
Dépenses réelles de fonctionnement	10 501 641	11 600 540	11 032 616	11 285 577	11 579 266	11 796 204	12 000 205	12 241 691
dont frais de personnel	5 383 044	5 604 999	5 745 124	5 888 752	6 035 971	6 186 870	6 341 542	6 500 080
Épargne de gestion courante	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
charges exceptionnelles	6 202	5 700	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
produits exceptionnels	694 576	1 487 300						
Épargne de gestion	1 925 120	1 788 352	1 209 872	1 445 219	1 354 915	1 257 830	1 159 294	1 058 984
intérêts courus	328 713	376 300	437 093	489 704	578 061	584 557	572 874	593 298
Épargne brute	1 596 407	1 412 052	772 779	955 515	776 855	673 274	586 421	465 686
amortissement(hors RA)	1 193 871	1 108 531	1 180 777	1 072 971	1 103 274	877 210	934 022	915 637
Épargne nette	402 536	303 521	-407 998	-117 456	-326 420	-203 936	-347 602	-449 951
Ecart								
Recettes réelles de fonctionnement			-304 371	-641 249	-650 909	-660 221	-669 959	-680 093
dont contributions directes			-304 371	-641 249	-650 909	-660 221	-669 959	-680 093
Dépenses réelles de fonctionnement				15 523	49 018	84 715	122 706	164 720
dont frais de personnel								
Épargne de gestion courante			-304 371	-641 249	-650 909	-660 221	-669 959	-680 093
charges exceptionnelles								
produits exceptionnels								
Épargne de gestion			-304 371	-641 249	-650 909	-660 221	-669 959	-680 093
intérêts courus				15 523	49 018	84 715	122 706	164 720
Épargne brute			-304 371	-656 772	-699 928	-744 936	-792 665	-844 814
amortissement(hors RA)					9 868	31 664	56 291	82 752
Épargne nette			-304 371	-656 772	-709 796	-776 600	-848 956	-927 565

montants en euros

Copyright © Sage Loan

✓ Budget Principal Comparaison des deux simulations sans hausse et avec deux hausses fiscale de + 8% en 2009 et en 2010:

Endettement

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Equilibrée hors impôts								
Emprunts contractés	1 500 000	2 803 545	2 182 909	3 161 797	1 498 353	1 277 853	1 825 189	2 007 696
Encours au 31/12	9 062 338	10 757 353	11 759 484	13 848 310	14 233 520	14 602 499	15 437 375	16 446 682
Flux net de la dette	306 129	1 695 015	1 002 132	2 088 825	385 210	368 979	834 876	1 009 307
Annuité	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 578 199	1 740 222	1 578 145	1 685 893	1 756 407
Charges d'intérêts/DRF	3,13 %	3,24 %	3,96 %	4,47 %	5,39 %	5,63 %	5,74 %	6,11 %
Capacité de désendettement (années)	5,68	7,62	25,11	46,36	185,03	-203,77	-74,85	-43,38
2 hausses								
Emprunts contractés	1 500 000	2 803 545	1 878 538	2 505 024	788 557	501 253	976 234	1 080 131
Encours au 31/12	9 062 338	10 757 353	11 455 114	12 887 167	12 572 449	12 196 492	12 238 704	12 403 197
Flux net de la dette	306 129	1 695 015	697 761	1 432 053	-314 718	-375 957	42 211	164 494
Annuité	1 522 584	1 484 831	1 617 870	1 562 676	1 681 335	1 461 766	1 506 896	1 508 935
Charges d'intérêts/DRF	3,13 %	3,24 %	3,96 %	4,34 %	4,99 %	4,96 %	4,77 %	4,85 %
Capacité de désendettement (années)	5,68	7,62	14,82	13,49	16,18	18,12	20,87	26,63
Ecart								
Emprunts contractés			304 371	656 772	709 796	776 600	848 956	927 565
Encours au 31/12			304 371	961 143	1 661 071	2 406 006	3 198 671	4 043 485
Flux net de la dette			304 371	656 772	699 928	744 936	792 665	844 814
Annuité				15 523	58 886	116 379	178 997	247 472
Charges d'intérêts/DRF			0,00 %	0,13 %	0,40 %	0,68 %	0,96 %	1,26 %
Capacité de désendettement (années)			10,28	32,87	168,84	-221,88	-95,72	-70,01

montants en euros

Copyright © Sage Loan

✓ Synthèse et recommandations

Il ressort des différentes simulations opérées une diminution importante des marges de manœuvre de la ville. Une augmentation des recettes moins dynamique que les dépenses de fonctionnement diminue l'autofinancement de la ville et crée un « un effet de ciseaux ». Cet élément est renforcé pour la ville d'Ambérieu en Bugey par le fait que ses produits et ses charges de fonctionnement se situent à des niveaux inférieurs à ceux des communes comparables.¹⁰⁵ L'analyse des comptes de la ville sur la période 2003/2007 met en exergue une diminution sensible de son épargne.

Néanmoins la ville dispose de capacités d'actions pour conforter son épargne de gestion. La fiscalisation des contributions intercommunales paraît être une solution intéressante. Elle peut naturellement s'accompagner d'un effort d'optimisation sur les charges à caractère général notamment sur les postes d'entretien, de services et d'achat. La gestion active de la dette pour minorer les charges financières doit être poursuivie en recherchant une trésorerie 0. La détérioration des conditions de financement des collectivités locales sur les marchés financiers du fait de la conjoncture économique rend impératif la gestion active de la dette et de la trésorerie.

L'analyse comparative de la ville avec d'autres communes ainsi que les hypothèses prospectives choisies démontrent la possibilité de la ville d'augmenter les taux communaux des impôts locaux tout en restant à des niveaux de pression fiscale très compétitifs. La recherche de ressources complémentaires en valorisant d'avantage les produits va également dans le même sens.

La situation financière actuelle de la ville est plutôt saine à ce jour. Elle ne pourra être maintenue qu'en recherchant à augmenter ses produits tout en contenant l'augmentation de ses charges. Elle devra donc anticiper ses prochaines dépenses d'investissement comme de fonctionnement au regard de ses marges de manœuvres actuelles et mais aussi futures.

En ce sens la ville doit aussi rechercher à investir de manière mesurée afin de limiter son endettement et ses charges financières ainsi qu'à stabiliser son épargne nette.

Des réflexions complémentaires sur la programmation de l'investissement ainsi que les flux financiers entre le budget principal et les budgets annexes sont également des pistes intéressantes pour le futur.

¹⁰⁵ Cf. analyse rétrospective.

V. ANNEXES : ANALYSES RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE SOURCES

V.1.Sources :

V.1.1. Documents collectés

1°) Analyse de la dette

- États de la dette
- Contrats de prêts
- Tableaux d'amortissement

2°) Documents budgétaires

- Comptes administratifs 2003 à 2007 (budget principal de la ville et budgets annexes)
- Budget primitif 2008, Décisions Modificatives n° 1 et n°2.
- Etats des dépenses et recettes reportées et rattachées au 31/12/2007

3°) Etats fiscaux adressés par le Pôle Fiscalité directe locale de la Trésorerie générale et fiches de notification

- Etats 1259 TFTH, 1259 MI Ter, 1288M et 1386 Bis TH
- Fiches de notification de la DGF et de la dotation de solidarité urbaine notifiés par la préfecture.

4°) Informations sur le personnel : Bilan social au 31/12/2007

5°) L'ensemble des engagements contractuels et garanties apportées par la ville : état de synthèse de la dette garantie.

6°) Investissements validés sur l'horizon de la prospective

7°) Extraits des délibérations du conseil municipal

Séances du 12/11/2007 (Révision des tarifs communaux), du 03/12/2007 Révision des tarifs : Droits de place et stationnement des taxis), du 25/02/2008 (Décision modificative n°1)

V.1.2. Source des données de comparaison

Nom de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale	Nature juridique	Fiscalité de l'EPCI	Population de l'EPCI	Nombre de Communes	Nom de la commune	Population de la commune	Département de la commune
CC de l'Ouest de la Plaine de France	CC	TPU	43 766	6	Saint-Brice-sous-Forêt	12 540	95
CC Chauny Tergnier	CC	TPU	40 216	23	Chauny	12 522	2
CC les Portes de l'Essonne	CC	TPU	49 101	3	Juvisy-sur-Orge	12 497	91
CA du Pays de Montbéliard	CA	TPU	122 550	29	Valentigney	12 486	25
CA Seine - Eure	CA	TPU	58 453	29	Val-de-Reuil	12 479	27
CA de Moulins*	CA	TPU	55 037	26	Yzeure	12 413	3
CC Tarn et Dadou	CC	TPU	45 678	29	Gaillac	12 349	81
CA du Pays d'Aix-en-Provence	CA	TPU	333 849	34	Bouc-Bel-Air	12 297	13
CC des Olonnes	CC	TPU	40 726	3	Olonne-sur-Mer	12 292	85
CA de Lens - Liévin	CA	TPU	251 067	36	Bully-les-Mines	12 045	62
CA de Saint Omer*	CA	TPU	64 527	19	Longuenesse	11 838	62
CA de Valenciennes Métropole	CA	TPU	191 863	35	Bruay-sur-l'Escaut	11 828	59
CC du Pays de Quimperlé	CC	TPU	50 963	16	Quimperlé	11 784	29
CC Marne et Chantereine	CC	TPU	67 487	4	Vaires-sur-Marne	11 772	77
CA CIVIS (Communauté Villes Solidaires)	CA	TPU	140 191	5	L'Etang-Salé	11 755	974
CA de Lens - Liévin	CA	TPU	251 067	36	Méricourt	11 723	62
CA Sicoval	CA	TPU	64 916	36	Ramonville-Saint-Agne	11 695	31
CC du Provinois	CC	TPU	23 696	28	Provins	11 667	77
CA de Valenciennes Métropole	CA	TPU	191 863	35	Marly	11 666	59
CA de la Riviera Française	CA	TPU	63 965	10	Roquebrune-Cap-Martin	11 650	6
CA du Grand Dax	CA	TPU	49 558	20	Saint-Paul-lès-Dax	11 608	40
CA Montargoise et des Rives du Loing	CA	TPU	55 528	10	Amilly	11 497	45
CA du Drouais	CA	TPU	54 386	19	Vernouillet	11 496	28
CA Sicoval	CA	TPU	64 916	36	Castanet-Tolosan	11 405	31
CA Angers Loire Métropole	CA	TPU	263 513	31	Les Ponts-de-Cé	11 387	49
CC de la plaine de l'Ain	CC	TPU	55 816	33	Ambérieu-en-Bugey	11 386	1
CC des deux Rives de la Seine	CC	TPU	62 260	6	Triel-sur-Seine	11 097	78
CC du Bassin Bellegardien	CC	4TX	18 378	13	Bellegarde-sur-Valserine	11 051	1
CA de Valenciennes Métropole	CA	TPU	191 863	35	Saint-Saulve	11 033	59
CA Caen la Mer	CA	TPU	221 971	29	Iffs	10 824	14
CU de Strasbourg	CU	TPU	451 742	28	Ostwald	10 761	67
CU de Strasbourg	CU	TPU	451 742	28	Hoenheim	10 726	67
CA de Lens - Liévin	CA	TPU	251 067	36	Sallaumines	10 677	62
CA de Valenciennes Métropole	CA	TPU	191 863	35	Vieux-Condé	10 641	59
CC de Belley Bas Bugey	CC	4TX	15 516	23	Belley	8 473	1

En gras et noir Les villes qui présentent des similitudes (populations de l'EPCI et de la commune, nombre de communes membre de l'EPCI).

En gras et en rouge Ces villes présentent quelques différences (populations de l'EPCI et de la commune, structure fiscale de l'EPCI), mais elles ont été intégrées dans les comparaisons du fait de leur proximité géographique.

V.2.Analyse Rétrospective :

V.3.Analyses Prospectives :

V.4. Documents complémentaires :